

Alimentation / santé

Vite, un café ! ... Mais choisissez-le bien
page C12



La Personnalité de la semaine

Johanne et Jean-Pierre Pelletier
page A16



Dimanche dans le jardin

Petit jardin, petits légumes
page B12

C'est la fin d'un beau rêve

MATHIAS BRUNET

Des yeux rougis, certains joueurs en pleurs devant les journalistes, il y avait beaucoup d'émotion dans le vestiaire du Canadien hier après sa défaite de 3 à 1 aux dépens des Sénateurs d'Ottawa, au Centre Molson.

Cet échec, au tout dernier match de la saison régulière, signifie une exclusion des séries éliminatoires pour l'équipe d'Alain Vigneault. Le Tricolore devait absolument l'emporter et espérer une défaite des Sabres, cet après-midi à Washington, pour poursuivre sa saison.

Le Canadien, presque éliminé il y a trois mois, a néanmoins donné à ses partisans une fin de saison excitante, grâce à une remontée spectaculaire au classement à compter de janvier.

Les spectateurs qui ont assisté au match jusqu'à la fin ont d'ailleurs réservé une chaleureuse ovation aux joueurs après la sirène.

« Tous les joueurs dans ce vestiaire peuvent garder la tête très haute, a lancé Eric Weinrich, le pilier de l'équipe en défensive, après l'élimination du club. Je suis déçu, certes, mais fier de porter cet uniforme, d'appartenir à une équipe comme celle-ci. Nous avons traversé de nombreuses épreuves cette saison en raison de blessures importantes, mais nous n'avons jamais lâché. »

Voir **C'EST LA FIN** en A2

■ Autres textes, cahier Sports



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Les Sénateurs menaient 2 à 0. C'était déjà presque la fin pour Alain Vigneault.

Le projet d'une école primaire déclenche un tollé dans l'Ouest

MARTINE ROUX

Charles Jensen devra peut-être décrocher les mangeoires à oiseaux et déraciner les iris hybrides qu'il avait amoureusement plantés dans le parc Vallée, derrière sa résidence.

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, dans l'ouest de l'île, s'apprête en effet à désigner le parc Vallée, un petit espace vert jalonné de sentiers pédestres et fréquenté tant par les résidents que par les mésanges, comme lieu d'implantation d'une nouvelle école primaire francophone. Cette école, annoncée il y a deux semaines par le ministre François Legault, accueillera 350 enfants dès septembre 2001.

Lorsqu'ils ont appris entre les branches que la Ville convoitait le parc Vallée, le sang des résidents n'a fait qu'un tour. Une coalition formée en quelques jours a rapidement fait circuler une pétition qu'ont signée 533 personnes opposées au choix de l'emplacement.

« Nous n'avons pas été consultés, déplore Benoît Pilon, l'un des membres de la coalition. Nous ne sommes pas contre la venue d'une école dans notre quartier, au contraire. Mais pourquoi dans un parc apprécié par les résidents, où la Ville venait d'investir 15 000 \$? »

Selon les citoyens, la municipalité pourrait pourtant envisager l'achat de terrains vacants... de l'autre côté de la rue. D'une superficie 40 fois plus grande que celle du parc, les terrains appartiendraient à l'entreprise Cernato Holdings et à la Banque Royale du Canada tandis que la Société générale de financement (SGF) détiendrait une option.

« La Ville pourrait par exemple négocier un échange de terrains avec ces entreprises », affirme le riverain Éric Dugas, qui rencontre aujourd'hui un des propriétaires des terrains.

Mais pour le maire de Sainte-Anne-de-Bellevue, Bill Tierney, l'affaire semble déjà classée. Le conseil municipal recommandera demain à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys l'adoption du parc Vallée comme lieu privilégié en vue de la construction de la nouvelle école.

« Parmi les terrains appartenant à la Ville, c'est celui qui convient le mieux, affirme-t-il. Nous sommes conscients qu'il y a des mécontents, mais nous agissons dans l'intérêt de la majorité. Les délais sont serrés et nous n'avons pas le temps de négocier d'autres options. Mais si un autre site est trouvé d'ici la fin du mois, la porte est ouverte... »

Voir **LE PROJET** en A2



La Paz décrète l'état d'urgence

Le gouvernement bolivien a décrété hier l'état d'urgence dans tout le pays pour faire face à une vague de grèves et de manifestations, notamment à cause d'une augmentation de 20% du prix de l'eau, et d'une mutinerie de centaines de policiers. L'état d'urgence signifie l'imposition d'un couvre-feu, la suspension des garanties constitutionnelles et une restriction des activités politiques et des déplacements.

À lire en page A14

Le vertigineux pactole de l'industrie du rapt

En Colombie, les guérillas choisissent leurs victimes en fonction de leur patrimoine

THIERRY OBERLE

Le Figaro, BOGOTA

Rosa Albina, 48 ans, est une habituée de *Cherchons la liberté perdue*, l'un des programmes de radio destinés aux victimes d'enlèvement. Son mari, Rolf Somenfeld, un Allemand, a été pris en otage par la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) il y a huit mois et elle sait qu'il écoute l'émission avec ses geôliers la nuit

dans la montagne. À l'antenne, Rosa rassure le prisonnier. Elle dit: « Garde courage et foi, reste fort et optimiste, sois patient. À la maison, les enfants vont bien. Ne désespère pas. » Récemment, des kidnappés libérés du centre de détention du front 54 des FARC ont indiqué à Rosa que Rolf « était en bonne santé », qu'« il faisait un peu de sport et dormait sous une tente ».

Rolf Somenfeld a été capturé dans un centre commercial à la suite, sans doute, d'une dénonciation. Les FARC ont estimé qu'il valait 600 000 \$. Depuis, Rosa négocie

par téléphone avec la guérilla la mise à prix de la tête de son époux.

Les Gaulas — les unités antikidnapping de la police, d'une remarquable efficacité lorsqu'il s'agit de libération d'otages de délinquants ordinaires — ont bien proposé leurs services. Mais elle devait signer une décharge en cas d'accident au cours de l'assaut. Un « bon à tuer », estime-t-elle.

Alors, comme les autres familles de victimes, elle discute. Rosa a déjà envoyé à ses maîtres chanteurs des papiers attestant que Rolf Somenfeld n'est pas associé à l'entre-

prise qui l'emploie et que le couple n'a pas de fortune personnelle. « Vous avez été mal renseignés », plaide-t-elle auprès des FARC. Ces derniers ont revu leur exigence à la baisse. Si tout va bien, Rolf sera libéré après acquittement des « frais de séjour ».

Durs en affaires, les marxistes-léninistes des FARC ainsi que leurs homologues guévaristes de l'Armée de libération nationale (ELN) ont fait du rapt une industrie brassant des sommes vertigineuses.

Voir **LE VERTIGINEUX** en A2

Aujourd'hui

Petites annonces.....	C6	Arts et spectacles....	B6 à B9
Horaires spectacles.....	B8	Horaires télévision.....	B6
Bandes dessinées.....	C7	Bridge.....	C10
Consommation.....	C12	Décès.....	C11
Êtes-vous observateur?.....	C6	Feuilleton.....	C8
Génies en herbe.....	B9	Horoscope.....	C10
La presse d'ailleurs.....	A13	Lectures.....	cahier B
Loteries.....	A2 et A5	Monde.....	A11 à A14
Mots croisés.....	B9 et C8	Mot mystère.....	C9
Politique.....	A4	Santé.....	cahier C

MÉTÉO



Neige,
Max. 0, min. -4
Cahier Sports,
page 20



http://lapresse.infinet

Suites de la une

L'évêché de Gaspé n'a plus un radis

L'ÉVÊCHÉ / Suite de la page A1

Sauf que cette source n'est pas intarissable. « Il nous reste environ 600 000 \$; au rythme où vont les choses, cette somme-là aura été éliminée dans quatre ou cinq ans », déplore l'évêque.

Plusieurs facteurs expliquent la situation précaire du diocèse. D'abord, il y a ce que l'évêque appelle « l'indifférence religieuse » qui se traduit par une baisse de la fréquentation des églises et donc, une baisse des revenus de la quête.

Mais aussi, la situation économique de la région, la stagnation de l'industrie de la pê-

che et la diminution de la population affectent directement les finances de l'évêché. « Depuis que je suis évêque, nos registres démontrent une diminution de la population de 800 personnes par année, uniquement chez les catholiques », mentionne Mgr Dumais.

Le manque d'argent a eu des conséquences importantes sur les activités du diocèse: réduction des services, réduction du temps de travail des 12 employés, regroupements des paroisses en zones pastorales. On songe maintenant à fusionner des paroisses.

Les finances de celles-ci ne sont guère plus reluisantes. En Gaspésie, une trentaine de presbytères ont déjà été vendus.

Ce sont les salaires et les frais de déplacements qui grèvent la plus grande partie du budget.

Aide des autres diocèses

L'évêché de Gaspé a déjà reçu l'aide des autres diocèses de la province. L'an dernier, ils ont versé une somme de 385 000 \$ afin d'assurer une pension mensuelle de 240 \$ aux quelque 40 prêtres de la région à la retraite.

Il y a trois ans, le diocèse avait également créé une fondation à la suite de dons de communautés religieuses. Celle-ci a un capital de 600 000 \$ dont les intérêts permettent uni-

quement de ne pas enregistrer des déficits plus élevés.

Mgr Dumais se réjouit de la participation de 3000 bénévoles qui feront du porte à porte au cours de la collecte d'aujourd'hui. L'objectif de 362 000 \$ représente un montant de 4 \$ par personne. Les revenus seront partagés en parts égales entre le diocèse et les paroisses.

L'évêché lance d'ailleurs un appel à la générosité des Gaspésiens et des Madelinots vivant à l'extérieur de la région. Ils peuvent faire parvenir leurs dons en communiquant avec Julien Leblanc, diacre permanent, au (418) 368-2268.

C'est la fin d'un beau rêve

C'EST LA FIN / Suite de la page A1

Weinrich ne pouvait mieux dire. Deux joueurs, Brian Savage et Trent McCleary, ont frôlé la mort sur la glace. Savage s'est fracturé la colonne vertébrale, McCleary a reçu une rondelle au larynx. Outre Savage, des joueurs importants, Saku Koivu, Trevor Linden, Vladimir Malakhov, ont raté presque toute la saison.

« Il faut être fier malgré tout car ce que ces joueurs ont vécu cette année sort de l'ordinaire, a mentionné Alain Vigneault, visiblement ému. C'est du jamais vu dans la Ligue nationale de hockey. Pour l'instant, j'ai de la difficulté à faire une analyse en profondeur de la saison. Tout le monde est un peu assommé. On a cru participer aux séries éliminatoires jusqu'à la fin. »

Patrice Brisebois qui, tout comme Weinrich, a terminé la saison malgré un pied en compote, a été très laconique dans le vestiaire. Il a marmonné quelques phrases avant d'éclater en sanglots, et de quitter précipitamment la chambre des joueurs. Ça en disait long sur l'état d'esprit des joueurs...

Le gardien Jeff Hackett, sans doute l'un des athlètes les plus émotifs du club, était introuvable.

La direction de l'équipe, de Pierre Boivin à Alain Vigneault, a choisi de ne pas commenter la saison avant le début de la semaine. L'autopsie de la défaite pourrait avoir lieu lundi ou mardi.

Il ne faudrait pas s'étonner d'assister à des changements importants. Certaines allusions du président Boivin, il y a quelques semaines, laissent entrevoir le départ du directeur général Réjean Houle. On en saura plus long très bientôt...



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Plus de 500 résidents du quartier nord de Sainte-Anne-de-Bellevue ont signé une pétition demandant à la Ville de ne pas construire la nouvelle école au milieu du parc Vallée.

Le projet d'une école primaire déclenche un tollé dans l'Ouest

LE PROJET / Suite de la page A1

Balivernes, répliquent les citoyens: le procès-verbal d'une séance de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys tenue le 6 mars dernier mentionnait déjà les intentions de la Ville.

Et les panneaux bordant le parc interdisant notamment la présence de chiens ont mystérieusement disparu du décor en février...

« La Ville n'a pas fait d'autres démarches et n'avait pas l'intention d'en faire, soutient M. Dugas. Elle ne fera certes pas marche arrière après avoir adopté une résolution! »

Le vertigineux pactole de l'industrie du rapt

LE VERTIGINEUX / Suite de la page A1

Chez les communistes des FARC, chaque front autonome doit atteindre des objectifs financiers fixés par la direction générale. D'où une frénésie d'enlèvements. L'an dernier, environ 3000 raptés, dont la majorité sont impatibles aux guérillas, ont été officiellement recensés. Plus de 200 bébés, enfants et adolescents figuraient parmi les victimes. Selon les statistiques de 1999, 40 % des enlevés ont payé une rançon en échange de leur libération, 15 % ont été délivrés par la force de l'ordre, 4,5 % sont morts et les autres sont toujours retenus.

Le secteur d'activité a ses professionnels aguerris, experts en pressions psychologiques et en tortures psychiques.

Réservée au début aux riches propriétaires et grandes fortunes qui dirigent aujourd'hui leurs affaires depuis l'étranger, la condition d'otage dans les campements des révolutionnaires et les caves des truands s'est largement « démocratisée ». Les professions les plus représentées dans les camps sont les commerçants, suivis des employés et des fonctionnaires. La technique de la « pêche miraculeuse » a accentué le phénomène. Elle consiste à couper une route sur deux points et à prendre dans ses filets les automobilistes

pris au piège. L'usage intensif de cette méthode rend le trafic quasi inexistant sur les grands axes colombiens. Seuls les camionneurs, les taxis et les automobilistes circulant sur de courtes distances ou n'ayant pas les moyens de prendre l'avion s'aventurent sur la route.

Les raptés transforment également les mentalités et les habitudes colombiennes. Les chefs d'entreprise et les étrangers en mission se déplacent avec des escortes pouvant aller d'un à dix gardes du corps et disposent parfois de cellules de sécurité dignes d'une centrale de renseignements. Le reste du pays se méfie de ses voisins, de ses collègues et met son destin dans les mains de Dieu ou de ses saints. « Le sentiment d'insécurité provoque des réactions traumatiques collectives qui se caractérisent par l'apathie et l'anesthésie. Les gens deviennent indifférents afin de se préserver et de continuer à vivre dans une société de menaces », explique Olga Lucia Gomez, une psychologue spécialisée dans l'aide aux familles des victimes. « L'autre réaction est de vouloir répondre à la violence par la violence. Elle provoque la création de groupes d'autodéfense qui à leur tour finissent par kidnapper. C'est un cercle infernal », poursuit la psychologue.

À San Vicente del Calgvan, la capitale du « Farclandia », un territoire octroyé par l'État

aux FARC sans véritable contrepartie, le commandante Ivan Rios, un des intellectuels de la guérilla, justifie l'usage du rapt: « Le kidnapping est la conséquence de problèmes de fond et d'une guerre civile imposée par le pouvoir. Les gens qui ont un patrimoine important doivent payer l'impôt de guerre à la guérilla et ceux qui ne payent pas sont séquestrés. » Magnanime, il concède toutefois qu'il serait nécessaire de procéder à des réajustements en « clarifiant la situation en fonction du patrimoine ».

Dans un bureau jouxtant celui d'Ivan Rios, le commandant Simon Trinidad ne se départ jamais d'un sourire en disant: cet ancien banquier a fait enlever tous les confrères de sa ville après avoir rejoint la principale société de ravisseurs.

Assumant jusqu'au bout leur dérive crapuleuse, les FARC vont même jusqu'à conserver un centre de détention au coeur du « Farclandia », une zone pourtant considérée par la guérilla comme un « laboratoire de paix ». L'un des plus célèbres otages de ce camp était un usurier de la ville de Nueva. Réputé pour sa roublardise, il a réussi à se faire remplacer par deux de ses filles. Il avait auparavant tenté d'échanger sa vie contre une voiture de collection datant de 1928, l'année de naissance de Trofijo, le chef historique des FARC. Le vieux guérillero a rejeté l'offre en

précisant qu'un tel cadeau était inutile dans la jungle.

De retour du lieu de captivité des deux jeunes filles après un mois de séjour forcé, Angela Maria, 23 ans, raconte: « Les filles prennent leur mal en patience, mais un vieux de 80 ans a tenté de se suicider. Pour moi, tout s'est très bien passé. Les guérilleros étaient charmants. Mais en règle générale, les histoires de kidnappés finissent rarement en roman à l'eau de rose. De nombreux extorages divorcent ou plongent dans des dépressions posttraumatiques. À Bogota, une association — la fondation Pais Libre installée dans un ancien couvent — les prend en charge. Elle a été fondée par Francisco Santos, le rédacteur en chef du quotidien libéral *El Tiempo* et prisonnier de Pablo Escobar dans les années 80. Le journaliste est également à l'origine du mouvement No Mas, qui a mobilisé l'an dernier des centaines de milliers de Colombiens dans la rue contre la violence. Mais Francisco est invisible depuis le 11 mars. Il a pris le chemin de l'exil après avoir découvert qu'il allait être enlevé.

Enfermés dans leur ville dont ils n'osent pas sortir, les habitants de Bogota expédient des milliers de messages électroniques au site Internet des FARC ainsi que des dizaines de milliers de cartes postales jetées dans des boîtes aux lettres prévues à cet effet. Ils leur disent d'arrêter, mais rien n'y fait.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911

Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USP5003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **911**
à quatre chiffres : **1884**
6/49: **5 10 24 27 30 45 Compl. 2**
Extra: **9 6 8 6 2 8**

INSOLITE

Pour un salaire crotté!

■ La municipalité d'Amsterdam embauche. Confrontée au délicat et croissant problème des déjections canines, la cité néerlandaise propose de verser un salaire aux riverains pour ramasser les crottes dans leur quartier. Cette initiative est la dernière en date aux Pays-Bas pour résoudre ce problème glissant dans un pays de près de 16 millions d'habitants, qui compte 1,4 million de chiens et 2,5 millions de chats. Une loi oblige déjà les propriétaires à se munir de petites pelles et de sacs plastiques. Une fois la chose faite, ils sont censés placer le résultat dans des poubelles spécialement prévues à cet effet.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Une étonnante réplique

■ En voyant débarquer la camionnette T100 de Toyota en 1993, GM, Ford et Chrysler ont mis peu de temps à comprendre que le nouveau venu ne se ferait pas beaucoup d'amis sur les chantiers. Battue, mais non moins orgueilleuse, la firme japonaise revient à la charge et nous propose cette fois le Tundra, une camionnette pourvue d'une benne débordante d'ambition. Notre collaborateur Éric LeFrançois vous invite à faire le tour du propriétaire demain dans le cahier Auto.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Le Canadien étant éliminé,
allez-vous suivre davantage les Expos?

Le premier ministre Bouchard a choisi la France pour relancer le débat sur la souveraineté. Êtes-vous d'accord?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: **32 %**
Non: **68 %**

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Le boycott des pétrolières a sensibilisé la population, disent les organisateurs

Presse Canadienne
JONQUIÈRE

Un peu moins d’une semaine après avoir invité les automobilistes de la région à boycotter les stations-service Petro-Canada, la coalition pour la défense des consommateurs de carburant du Saguenay-Lac-Saint-Jean estime qu’elle a réussi à sensibiliser l’ensemble de la population.

« L’objectif de sensibilisation du public, pas seulement au Québec mais partout au Canada, est atteint, a signalé hier le porte-parole de la coalition, Daniel Giguère. Tout le Canada sait maintenant que c’est au Saguenay-Lac-Saint-Jean que les marges de profit des pétrolières sont les plus élevées. Elles sont les plus élevées, sans aucune raison précise. »

La coalition a ajouté vendredi la compagnie Esso à sa liste de compagnies à éviter.

Les dirigeants feront le point demain matin des événements de la fin de semaine et établiront également la stratégie à adopter pour les jours suivants.

Selon Daniel Giguère, il n’est pas impossible que la coalition ajoute une autre compagnie à la liste de son boycott.

L’objectif de sensibilisation de la population a vraiment été atteint, estime-t-il, car le prix de l’essence a baissé de deux cents au Saguenay et de quatre cents au Lac-Saint-

Jean depuis le début du boycott.

Vendredi, lors de la conférence de presse de la coalition, Daniel Giguère a invité d’autres régions du Québec à emboîter le pas.

« Je sais qu’il a été question qu’une telle campagne soit lancée en Abitibi-Témiscamingue au cours de la semaine mais je n’ai obtenu aucune confirmation à ce sujet. »

Par ailleurs, le ministre des Régions, Jean-Pierre Jolivet, de passage hier à Chicoutimi, a rappelé que Québec n’interviendra pas dans la crise.

M. Jolivet s’en est tenue à la position défendue cette semaine par le ministre des Finances, Bernard Landry, et son collègue des Richesses naturelles, Jacques Brassard.

Selon lui, Québec ne peut diminuer les taxes sur l’essence puisque cette mesure profiterait surtout aux pays de l’OPEP qui subiraient alors une moins forte pression pour faire

baissier le prix du pétrole brut. À cela s’ajoute le fait que chaque cent de taxe en moins coûterait 100 millions au Trésor québécois, un coût jugé démesuré par rapport aux bienfaits que cette mesure aurait sur les consommateurs, dit M. Jolivet.

Québec ne peut aller au-delà du rabais de la taxe routière de 4,6 cents le litre qu’il accorde déjà aux régions périphériques, dit-il.

Et il n’est pas question de passer une loi qui obligerait les pétrolières à respecter un certain écart de prix entre le Saguenay/Lac-Saint-Jean et Québec.

La Régie de l’énergie s’est déjà prononcée contre une intervention de l’État qui aurait pour effet d’imposer un prix plafond, conclut le ministre.

Canadien Régional : la vente ne va pas sans mal

Presse Canadienne
TORONTO

D’importants créanciers des Lignes aériennes Canadien International veulent s’occuper eux-mêmes de la vente de Canadien Régional, signe que l’acquisition par Air Canada du transporteur de Calgary ne va pas sans mal, écrivait hier le *National Post*.

Des détenteurs de billets garantis à qui Canadien doit 184 millions US en capital et intérêts soutiennent qu’ils demanderont à la cour du banc de la reine de l’Alberta d’accorder à la firme Ernst & Young le droit exclusif de négocier la vente du transporteur régional de Canadien, qu’ils considèrent comme un bien affecté en garantie des créances.

Selon Me Robert Chadwick, qui représente surtout des institutions financières américaines, l’entreprise Canadien Régional pourrait être vendue si on s’en donnait la peine. La requête sera entendue par

le tribunal le 17 avril à Calgary. Lorsqu’Air Canada a acheté les Lignes aériennes Canadien International, le gouvernement fédéral lui a ordonné de vendre Canadien Régional. Mais cette vente s’éternise à cause de différends sur l’évaluation de l’actif. Canadien soutenait en 1998 que son transporteur Régional valait 115 millions. En 1999, il a généré des revenus d’exploitation de 579,4 millions, sur des revenus totaux pour Canadien de 2,68 milliards. « À défaut d’obtenir un engagement de rembourser entièrement les détenteurs de billets garantis, il est nécessaire de prendre des mesures pour surveiller la vente de Canadien Régional afin de protéger les créances », indiquent les prêteurs dans leur requête.

Canadien a obtenu il y a deux semaines la protection du tribunal en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers lorsque le même groupe a menacé de saisir les actifs. Mais Canadien Régional n’est pas protégé par la loi fédérale.

Guérilla syndicale ou abus patronal chez Lafarge ?

RAYMOND GERVAIS

Canada Lafarge favoriserait l’embauche de travailleurs de la FTQ plutôt que ceux de la CSN pour opérer ses bétonnières.

Roger Valois, vice-président de la CSN, a dénoncé hier les agissements de la compagnie, expliquant que Lafarge créait un tort à des chauffeurs qui possèdent jusqu’à 37 ans d’expérience dans le domaine, en embauchant des chauffeurs qui n’ont que peu d’expérience.

Selon lui, Lafarge a mis fin après sept ans à une entente équitable qui permettait de rappeler au travail tant les travailleurs membres de la CSN que ceux membres de la FTQ.

En 1993, Lafarge Canada avait décidé de transférer ses opérations de livraison de béton de son établissement de Montréal-Est, où les travailleurs étaient membres de la CSN, à celui de Saint-Laurent, où les travailleurs sont membres du syndicat des Métallurgistes unis

d’Amérique, affilié à la FTQ. Une entente tripartite avait alors convenu que le rappel au travail devait se faire par ordre d’ancienneté, en alternant l’allégeance syndicale. On rappelait d’abord un membre des métallos, puis un membre de la CSN, puis un autre métallo et ainsi de suite.

Or, depuis que Lafarge a mis fin à l’entente en janvier dernier, en se prévalant de ce qui était prévu par lettre d’entente, tous les chauffeurs de bétonnière membres des métallos, qui ont pourtant beaucoup moins d’ancienneté que ceux de la CSN, ont été rappelés au travail.

Si Lafarge ne donne pas suite aux revendications de la centrale syndicale, la CSN portera la cause devant le Bureau du commissaire général du travail en mai prochain.

De son côté, Lafarge Canada évoque qu’il lui serait devenu trop compliqué de gérer deux conventions collectives et voudrait procéder à meilleur coût.

Tabac : des anciens cadres conseillent la GRC

Presse Canadienne
TORONTO

Au moins trois anciens cadres d’un géant canadien de l’industrie du tabac collaborent à l’enquête criminelle de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) sur la contrebande de cigarettes, en espérant voir leur sentence réduite s’ils font face à des accusations dans cette histoire, selon ce que certaines sources ont affirmé au quotidien *The Globe and Mail*.

À Ottawa, la GRC a refusé de confirmer ou de nier que des anciens dirigeants de RJR-Macdonald viennent en aide à la police dans sa longue enquête. Selon une autre source, ces personnes tiennent à collaborer maintenant, pour en tirer le plus d’avantages possibles.

La GRC mène une enquête au sujet d’allégations selon lesquelles des cadres de RJR-Macdonald auraient contribué à la mise en place d’opérations de contrebande, au début des années 1990, dans le but d’envahir le marché canadien avec des cigarettes moins chères et d’éviter de payer les taxes fédérales sur les produits du tabac.

La compagnie nie avoir été impliquée dans la contrebande de cigarettes.

L’an dernier, un porte-parole de JT International, la firme qui détient RJR-Macdonald, a confirmé que le fabricant de cigarettes faisait l’objet d’une enquête policière relativement à la contrebande.

Aucune accusation n’a été portée contre RJR-Macdonald au Canada. Le seul ancien dirigeant ayant été accusé et reconnu coupable relativement à la contrebande de cigarettes est le Canadien Leslie Thompson. Il a été condamné à sept ans de prison après avoir plaidé coupable devant un tribunal de Syracuse, dans l’État de New York.

PLACE BONAVENTURE

Du 7 au 9 avril 2000

Deux salons, un seul billet !

On vous attend à bras ouverts !

DERNIÈRE JOURNÉE!

Salon fleurs, plantes et jardins

- Vingt-quatre magnifiques jardins de rêve à visiter dont le superbe jardin français, pays à l'honneur, et le jardin Art de vivre de Home Dépôt.
- Trucs, idées, conseils et nouveautés : pavés, bassins, éclairage, terreaux, engrais, ornements de jardin et plus encore...
- Les primeurs du nouveau millénaire.
- Des conseils de professionnels pour vous aider à réaliser vos projets.
- À l'Espace Info-jardins, assistez aux conférences données par des spécialistes.
- L'art de l'agencement des couleurs, des formes et des styles à la Place de la fleuristerie et de l'horticulture présentée par l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe

Salon vacances et loisirs d'été

- Les vingt régions du Québec vous présentent leurs attraits touristiques et vous offrent leur guide régional 2000 en primeur.
- Découvrez le Canada Atlantique, les coins pittoresques du Nouveau-Brunswick et les plus belles destinations de l'Ontario et de la côte Est américaine.
- Des centaines de nouvelles destinations et de nouveaux forfaits: théâtre d'été, camping, aventure, pêche, parcs et réserves fauniques, golf, agrotours et plus encore...
- Les plus importants intervenants du cyclotourisme au Québec vous présentent leurs nouveaux circuits et sentiers.
- À la Place d'animation Chrysler, assistez aux conférences et spectacles des plus divertissants.

Un événement

PROMEXPO

En association avec

Bonjour

Québec

Tourisme Québec

En collaboration avec

La Presse

TVA

CKOI 96.9 FM

HEURES D'OUVERTURE

Vendredi 11 h à 21 h

Samedi 10 h à 22 h

Dimanche 10 h à 18 h

PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses)

Adultes 9 \$

Étudiants et aînés 7 \$

Enfants de 6 à 12 ans 3 \$

La billetterie fermera une heure avant la clôture du Salon.

+

Les Expos sont meilleurs à la radio



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

Ce matin, j'aimerais parler aux amateurs de baseball du Québec. Les vrais. Ceux dont l'été est gâché parce qu'ils ne pourront voir les matchs des Expos à la télé. Alain, René, Pierre et Guy, ne pleurez pas ! Si Jeffrey Loria n'a pas voulu céder les droits de télédiffusion de votre équipe de baseball, c'est pour votre bien. Loria est un Américain. Il connaît ça, le baseball. Il sait que c'est beaucoup plus agréable d'écouter un match des Expos à la radio que de le regarder à la télé. Pour plusieurs raisons...

Premièrement, à la radio, on ne voit pas que le Stade est vide. Non, mais à la télé, c'est décourageant ! Quand on voit qu'il y a seulement 12 personnes qui se sont déplacées pour un tel spectacle, on se demande pourquoi on perd notre après-midi à regarder ça. Tant qu'à regarder quelque chose qui n'intéresse personne, on serait aussi bien d'aller voir une pièce de Jean-Paul Belmondo !

Deuxièmement, à la radio, on ne voit pas les joueurs cracher et se gratter la poche tout le temps. Tandis qu'à la télé, on est témoin d'au moins 100 crachats et 200 grattages de poche par manche ! Ça marque ! Le mimétisme opérant, on risque de reproduire ce genre de comportement dans notre vie personnelle. Cracher lors d'un souper en tête-à-tête ou se gratter la poche lors d'un conseil d'administration peut considérablement nuire à notre ascension sociale. On risque d'être rejeté de tous. D'être isolé. Et d'être pris pour le restant de sa vie à regarder du baseball à la télé ! Heureusement, à la radio, les commentateurs ont le bon goût d'omettre de décrire ces agissements de primate des joueurs. Imaginez s'ils le faisaient : « Guerrero au bâton. Hershiser lance. Une prise ! Guerrero crache par terre. Guerrero crache une deuxième fois. Guerrero se gratte la poche. Guerrero crache une troisième fois. Hershiser crache lui aussi. Guerrero se re-gratte la poche... » Ça serait épouvantable ! Surtout si on écoute le match en mangeant !

Troisièmement, à la radio, on ne voit pas les reprises. Et c'est tant mieux ! Le baseball est un sport déjà assez lent, si en plus, il faut les voir jouer au ralenti... On n'en peut plus ! Aussi bien regarder un documentaire de l'Office national du film sur les tortues au ralenti !

Quatrièmement, à la radio, on peut s'imaginer que Rodger Brulotte est grand.

Cinquièmement, à la radio, on peut s'imaginer que les arbitres ne sont pas gros !

Sixièmement, à la radio, on ne voit pas l'affreux logo des Expos. On dirait qu'il a été

fait en 1968, par un hippie qui en avait fumé du pas bon !

Septièmement, à la radio, on ne voit pas que Youppi sert maintenant à boucher un trou dans le toit du Stade.

Huitièmement, à la radio, quand Rodger Brulotte crie, ça ne nous tombe pas sur les nerfs. Au contraire, ça nous permet de mieux entendre le match pendant qu'on passe notre tondeuse !

Neuvièmement, à la radio, on peut écouter le match des Expos et regarder celui des Yankees à la télé en baissant le son et en se faisant croire que les Yankees sont les Expos !

Dixièmement, à la radio, on peut écouter le match sur le bord de la piscine et constater que notre voisine qui est en train de se faire bronzer en maillot de bain pourrait évoluer dans la Ligue des Pamplemousses ! (Ce n'est pas très subtil, je le sais, mais vous n'êtes pas censé lire cette chronique. Cette chronique est censée n'être lue que par les vrais amateurs de baseball du Québec. C'est-à-dire Alain, René, Pierre et Guy. Et pour un vrai amateur de baseball, tout est subtil !)

Onzièmement, à la radio, on ne voit pas le petit sourire en coin de Jeffrey Loria, l'air de dire : « L'an prochain, on va-tu être ben en Virginie ! »

Douzièmement, à la radio, on enclenche notre processus de sevrage des Expos. Cette année, on ne les voit plus, on les entend. L'année prochaine, on ne les verra plus et on les entendra plus !

Treizièmement, à la radio, on peut croire que le match n'est pas plate.

Enfin, à la radio, notre vie sexuelle est

sauvée ! On peut conduire son épouse au Club Price, puis au centre commercial, puis au marché, tout en écoutant le match. Nos chances d'avoir droit à notre bonbon avant de dormir ne sont pas réduites à zéro, comme elles le seraient si on avait passé notre après-midi à regarder le match à la télé ! Merci Monsieur Loria, de penser à la libido de nos épouses.

Amateurs de baseball, comme vous pouvez le constater, le bonheur est dans la radio !

■■■■

Lucien Bouchard et Lara Fabian, même combat ! Le débat constitutionnel n'intéresse plus personne au Québec, nos politiciens sont obligés d'aller faire carrière en France.

■■■■

Jean Chrétien donne son appui à Jean Charest. C'est comme si Stevie Wonder aidait Ray Charles à traverser la rue.

■■■■

La vraie raison pourquoi les Américains retiennent le petit Cubain Elian c'est qu'ils ne savent pas encore s'il joue bien au baseball. Si oui, ils vont le garder. Sinon, ils vont le retourner.

■■■■

Je sais que Bill Gates vit des heures difficiles alors je veux qu'il sache que si jamais il a besoin de quoi que ce soit, je suis prêt à l'aider n'importe quand.

« Le Monde de Snoopy » va ouvrir à Hong Kong

Associated Press
HONG KONG

Snoopy, le chien-philosophe imaginé par le défunt Charles Schulz, fait l'objet d'une véritable adulation à Hong Kong. Ce qui a donné l'idée à une société immobilière, Sun Hung Kai Properties, de créer le « Monde de Snoopy ».

Sur plus de 3000 mètres carrés, on trouvera un musée Snoopy, un parc de jeux, des spectacles laser et de danse, ainsi que des balades en bateau parmi des scènes tirées de Peanuts. Hier, la porte-parole de cette société, Brenda Wong, a refusé de dire combien coûterait ce projet, qui devrait être achevé à la fin de l'année. Les entrepreneurs, qui disent avoir eu la bénédiction du papa des Peanuts avant sa mort en février, attendent deux millions de visiteurs par an, a-t-elle ajouté.

C'est le second projet de parc à thème à l'américaine annoncé à Hong Kong en un an. Le gouvernement prévoit en effet d'ouvrir d'ici 2005 un parc Disney, avec comme objectif cinq millions de visiteurs pour la première année d'exploitation.

Mais le « Monde de Snoopy » ne viendra pas lui faire de l'ombre, car l'entrée en sera gratuite, et il aura surtout pour but d'attirer plus de clients dans le centre commercial qui l'abritera.

Un cadeau merveilleux



Icones par Rosette Mociornitza

(450) 656-0188

loto-québec



Tirage du
2000-04-08

05 10 24 27 30 45

Numéro complémentaire: 02



Tirage du
2000-04-08

GAGNANTS		LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	13	500,00 \$
4/6	815	50,00 \$
3/6	16 717	5,00 \$
Ventes totales: 590 934,00 \$		



Tirage du
2000-04-08

01 05 07 10 14
19 21 22 32 35
43 45 48 49 53
54 58 60 62 67



Tirage du
2000-04-08

3 4
911 1884



Tirage du
2000-04-08

NUMÉRO: 968628



Tirage du
2000-04-07

NUMÉRO: 592639



Tirage du
2000-04-07

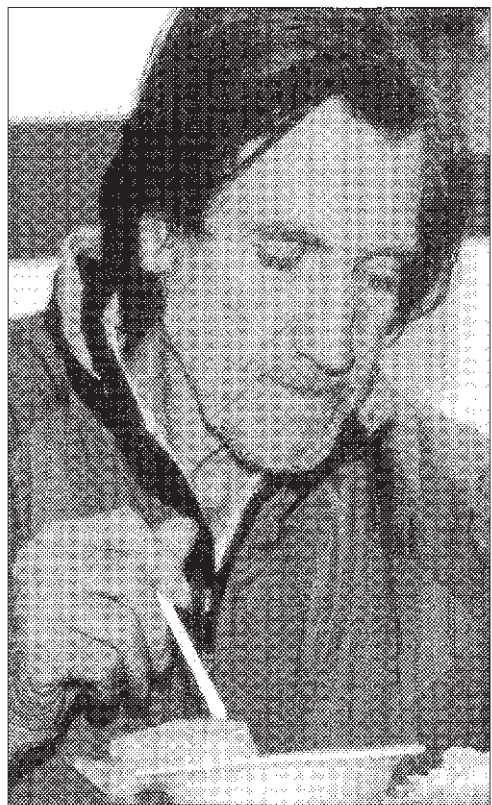
GAGNANTS		LOTS
7/7	1	12 500 000,00 \$
6/7+	0	373 410,40 \$
6/7	122	2 678,10 \$
5/7	8 128	143,50 \$
4/7	165 650	10,00 \$
3/7+	154 411	10,00 \$
3/7	1 378 161	participation gratuite

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

VEUILLEZ DÉCOUPER ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS MAINTENANT

REPAS COMPLET POUR PÂQUES—1,97\$



Nous avons besoin de votre aide pour servir des milliers de repas chauds ainsi que d'autres services essentiels durant la période de Pâques aux personnes démunies, sans abri et qui souffrent dans la région de Montréal.

Avec 1,97\$ seulement, vous pouvez procurer un repas chaud et d'autres services vitaux qui pourraient être le point de départ pour une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins aux personnes démunies, sans abri et qui souffrent. Postez votre don dès maintenant.

- ☐ 19,70\$ pour aider 10 personnes
- ☐ 39,40\$ pour aider 20 personnes
- ☐ 59,10\$ pour aider 30 personnes
- ☐ 78,80\$ pour aider 40 personnes
- ☐ 197\$ pour aider 100 personnes
- ☐ \$_____ pour aider autant de personnes que possible

Nom _____

Adresse _____ App _____

Ville/Prov./Code postal _____

Pour paiement par Visa/MasterCard, veuillez appeler au (514) 935-7729. Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt vous sera expédié.

LA MISSION BON ACCUEIL

1490, Saint-Antoine Ouest, Dép. 49379
Montréal (Québec) H3C 1C3

108 ANS AU SERVICE DES DÉMUNIS



PRIX JUSQU'AU DIMANCHE 16 AVRIL OU, SI SEARS EST FERMÉ, JUSQU'AU SAMEDI 15 AVRIL 2000, DANS LA LIMITE DES STOCKS

Pneus RoadHandler^{MD} T Plus faits pour Sears par Michelin

Pneus Roadhandler T Plus à d'incroyables rabais! Avec service de changement de pneu sur place 24 heures sur 24* pour une tranquillité d'esprit totale. Série n° 51000

Moitié prix

GARANTIE ILLIMITÉE DE 6 ANS CONTRE L'USURE*

Dimensions	Rég. Sears	Soldé, chac.
P175/70R13	154,99	77,49
P185/70R14	172,99	86,49
P195/70R14	180,99	90,49
P205/70R14	190,99	95,49
P215/70R14	203,99	101,99
P205/70R15	202,99	101,49
P215/70R15	208,99	104,49
P235/70R15	229,99	114,99
P185/65R14	182,99	91,49
P185/65R15	186,99	93,49
P195/65R15	196,99	98,49
P205/65R15	204,99	102,49
P215/65R15	212,99	106,49
P215/60R16	213,99	106,99
P225/60R16	224,99	112,49

Autres formats aussi en solde.
Avec la garantie contre les avaries routières*.
*Détails complets chez Sears

Pneus toute-saison Silverguard^{MD} ST

Faits pour Sears par Bridgestone

TOUS LES 13 POUCES 44⁹⁹ Chac.

TOUS LES 14 POUCES 54⁹⁹ Chac.

TOUS LES 15 POUCES 64⁹⁹ Chac.

Garantie de 100 000 km contre l'usure*. Classés neige et boue pour une tenue de route supérieure. Série n° 64000.

ENTRETIEN AUTOMOBILE DE TOUTE CONFIANCE^{MC}

Rabais 10\$ Entretien de printemps

Comprend • Changement d'huile complet • Vérification des pneus • Inspection des freins • Inspection du régulateur de tension • Inspection du système d'échappement • Inspection du système de refroidissement**

rien que **29⁹⁹****

Rég. Sears 39,99 **plupart des autos

NP0420200

Copyright 2000. Sears Canada Inc.



ANJOU*
353-7770

LAVAL*
682-1200

BROSSARD*
465-1000

ST-BRUNO
441-6603

LASALLE*
364-7310

ST-LAURENT*
335-7770

* COMPOSEZ LE POSTE 228

PAS DE PAIEMENT AVANT OCTOBRE 2000

pour tous les services et produits automobiles de plus de 200 \$

Détails en magasin



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

Les files rallongent sur le Plateau

Vous cherchez un logement sur le Plateau Mont-Royal? Bonne chance. Les logements sur le Plateau valent leur pesant d'or cette année et les annonces de logement à louer sont rares. Une cinquantaine de personnes faisaient la queue hier, sous une pluie diluvienne, pour un cinq et demi à 575 \$ par mois, non chauffé, situé un tantinet plus dans Rosemont que sur le Plateau, de l'autre côté de la «track», rue de Lorimier.

Yves Laforest n'a pas oublié sa conquête de l'Everest en 1991

L'alpiniste en tournée pour Rêves d'Enfants

RAYMOND GERVAIS

Neuf ans après avoir conquis l'Everest, Yves Laforest, le premier Québécois à avoir atteint le toit du monde, y rêve encore et encourage toute personne au dépassement personnel pour atteindre le but fixé.

De passage à Montréal, l'alpiniste, qui habite maintenant à l'ombre des montagnes Rocheuses, en Colombie-Britannique, a accepté de devenir le porte-parole d'Expédition Rêves d'Enfants, un groupe de cinq aventuriers québécois associés à la Fondation canadienne Rêves d'Enfants, dont le projet consiste à gravir les plus hauts sommets d'Amérique, d'Europe et d'Afrique.

Contrairement à bien d'autres, ces cinq hommes, un éducateur physique, un notaire, un pompier de la Ville de Montréal, un formateur et un coordinateur chez Canadian Air Lines, ont décidé de vivre la grande aventure et en même temps, de contribuer à la réalisation de rêves peut-être encore plus grands que le leur, ceux d'enfants malades qui s'accrochent à la vie.

C'est pour cette raison qu'Yves Laforest a accepté de prononcer mardi une conférence intitulée *L'Aventure de l'Everest* et de présenter un diaporama afin d'amasser des fonds, non pas pour les cinq aventuriers, mais pour Expédition Rêves d'Enfants. La conférence se tient à la salle Guérin-Lajoie de l'UQAM, au 405, rue Sainte-Catherine Est, à 19 h 30.

« Que ce soit au niveau sportif, professionnel ou personnel, l'important est de se fixer un objectif et de prendre les moyens nécessaires pour y arriver. Chaque être humain doit apprendre à se dépasser et à se fixer une discipline personnelle pour atteindre son but. Il faut aller au-delà de nos aspirations et apprendre à se réaliser pleinement. C'est uniquement à ce moment que l'on connaît l'intense joie du succès », a précisé M. Laforest.

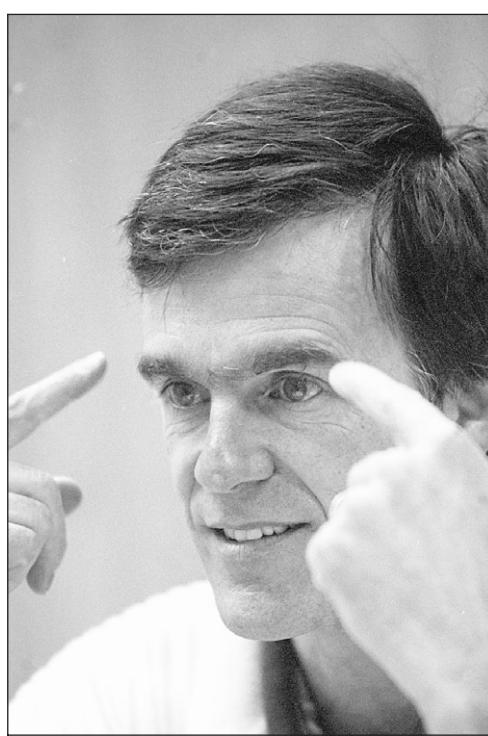


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

Même après neuf ans, Yves Laforest imagine encore le sommet du mont Everest.

Physique d'athlète et oeil vif, l'ingénieur de formation estime que l'alpinisme représente le sport qui demande le plus de discipline personnelle. La montagne ne pardonne pas et il faut se préparer durant des années pour atteindre le sommet, tout comme les objectifs que l'on désire atteindre dans la vie.

Lorsque Laforest a atteint le sommet du mont Everest à 8 h 35 le matin du 15 mai 1991, il a connu la joie ultime qu'un alpiniste peut ressentir. « J'ai mis cinq ans à préparer mon voyage, à assembler le groupe de huit personnes formant

l'équipe ainsi que la somme nécessaire pour faire le voyage », dit-il. L'alpiniste ne s'en cache pas, puisqu'il n'a pu intéresser de commanditaires majeurs à l'organisation de son périple, le groupe a réussi l'impossible avec un budget de 175 000 \$.

Mais même si l'objectif premier est de se rendre en haut, il ne faut jamais perdre de vue qu'il faut redescendre la montagne et que la grande majorité des accidents surviennent lors de la descente.

« Aujourd'hui, je dirais que l'objectif premier est de s'assurer de pouvoir revenir ; le second est d'atteindre le sommet et le troisième, de respecter l'environnement extrêmement rigoureux de la montagne. Il faut apprendre à déterminer le moment propice pour chaque portion de l'escalade. Se tromper dans l'évaluation des conditions météorologiques peut être fatal ou mettre un terme à l'odyssée », a ajouté M. Laforest.

Les cinq aventuriers d'Expédition Rêves d'Enfants, Michel Bastien, Pierre Bourbonnais, Claude Charbonneau, André Hébert et Enoch Sbraga désirent escalader une montagne par année durant les trois prochaines années. En janvier dernier, le groupe a réalisé l'ascension du mont Aconcagua, en Argentine. Cette montagne, qui s'élève à 6959 mètres d'altitude, est la plus haute des Amériques. L'an prochain, le groupe désire s'attaquer au mont Kilimandjaro, haut de 5895 mètres, en Tanzanie, puis au mont Elbrous d'une hauteur de 5642 mètres en Russie.

Les alpinistes ont créé un journal de bord virtuel sur le Net, qui est mis à jour et est illustré par des enfants malades en communication avec les aventuriers grâce à un téléphone satellite.

Les grimpeurs veulent ainsi donner la chance à ces enfants de pouvoir participer à leur odyssée tout en amassant des fonds pour la Fondation Rêves d'Enfants.

Fourrure d'Avril

Fourrure à entreposer

Cueillette en avant-midi ou en après-midi

Fourrure à recycler

Fourrure rasée

Fourrure de couleur

Fourrure remodelée

Faites peau neuve avec votre ancien manteau de fourrure

Design exclusif !

Appelez-nous pour un rendez-vous

Desjardins

depuis 1877

FOURRURES

325, René-Lévesque Est Montréal, Qc (514) 288-4151

STATIONNEMENT GRATUIT À L'ARRIÈRE DU MAGASIN

La Presse

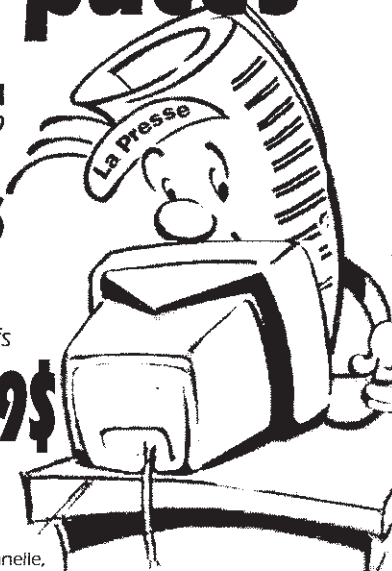
Marché aux puces

3 lignes
7 jours
consécutifs

24⁹⁹\$

(1,19\$ par ligne additionnelle, par jour)

Sous les conditions particulières de ces offres, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut d'autre part se prévaloir du privilège d'annulation en tout temps à partir de la première parution, mais une telle annulation n'altère en rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 7 jours de publication. Ces annonces sont payables avant publication par carte de crédit ou à nos bureaux.



R538M

Delisle mazda

Votre meilleur choix !
Au meilleur prix !

2000 Protégé DX

14 995 \$** ou

189\$*/mois

Delisle mazda

Votre meilleur choix !
Au meilleur prix !

2000 Protégé SE

199\$*/mois

Delisle mazda

Votre meilleur choix !
Au meilleur prix !

2000 Protégé LX

Groupe électrique

229\$*/mois

En plus du meilleur prix,
présentez cette annonce lors
de l'achat ou de la location
d'un véhicule neuf en stock
et obtenez comptant

200\$

Cette promotion se termine le 17 avril 2000.

Faites vite!

Delisle mazda

Votre meilleur choix !
Au meilleur prix !

626 LX 2000 V6

Boîte
automatique

339\$**/mois

PAYONS PLUS \$\$\$

POUR VOTRE ÉCHANGE

TOUTES MARQUES ACCEPTÉES

Delisle mazda

Votre meilleur choix !
Au meilleur prix !

2000 B3000 V6

219\$*/mois

Delisle mazda

Votre meilleur choix !
Au meilleur prix !

MPV 2000

299\$**/mois

* Location 48 mois. Comptant requis : B-3000 1,945\$, Protégé 1,995\$, 626 et MPV, 2 945\$. Transport et préparation inclus, taxes en sus.

** Achat Protégé DX : transport et préparation 795\$, taxes en sus.

**FINANCEMENT
SUR ACHAT**

2,9%

Jusqu'à 48 mois

0\$ comptant disponible



PROGRAMME pour
DIPLOMÉS COLLÈGE
ET UNIVERSITÉ

750\$



Coup de foudre! Coup de fougue!

Delisle mazda

Votre meilleur choix !
Au meilleur prix !

2815, rue Sherbrooke Est (entre Pie-IX et Papineau)

(514) 523-1122

S'installer à Paris

Quelle aventure!

À l'occasion d'un congé sabbatique, notre journaliste s'est installée à Paris en compagnie de son conjoint et de ses deux enfants. De l'emménagement dans un nouvel appartement à la découverte du système scolaire français, elle nous raconte ici son aventure.



Marie-France Léger

PARIS

Envoyer des malles par bateau... Ça fait rêver. On imagine tout de suite la grande aventure, un pont brique de frais où se mire la lune. Ah... Leonardo ! Mais je m'égare. Nos malles ont pris trois semaines à arriver. À arriver à la porte de l'immeuble, pas au troisième étage... Le transport des menus colis de 100 kilos chacun à la porte de l'appartement n'était pas inclus. Vous ai-je dit au fait qu'il n'y avait pas d'ascenseur? Pas de panique. Mon conjoint a vidé les malles au rez-de-chaussée et s'est tapé les trois étages une douzaine de fois, un exercice chaudement recommandé pour les fumeurs et autres marginaux de ce monde.

Cela dit, louer un appartement à Paris relève d'ordinaire de la course à obstacles, sans compter la facture mensuelle qui équivaut à trois fois le prix déboursé au Québec pour un espace souvent plus exigu. Les logements en location ne «s'affichent» que rarement à l'extérieur. Bien sûr, si on ne regarde pas à la dépense, on peut s'adresser à quelques agences du quartier visé. On peut également consulter les annonces dans les journaux, mais là, on risque de se retrouver à plusieurs sur le coup.

Autre option: recourir aux services de la délégation du Québec qui reçoit de temps à autre des offres de particuliers. Coup de chance extraordinaire, mon conjoint réussit à louer un 4 pièces plus cuisine en à peine quelques jours. Hourra. Deux chambres, salle à manger, salon, l'idéal. Mais au téléphone, il ne m'a pas parlé de la grandeur réelle de l'appartement. Les pièces sont petites et la cuisine pour ainsi dire inexistante. Un mouchoir de poche où il n'est même pas question d'installer une petite table. Elle bloquerait la fenêtre et... la porte du frigo. Faut croire que les partys de cuisine sont rares à Paris... Fort heureusement, le racoin est équipé, ce qui est loin d'être toujours le cas. Ne manque qu'un four, alors les poulets et les rosbifs attendront. On se fera réchauffer les quiches dans le poêlon pour un petit moment. Pour le lave-vaisselle, oubliez ça. C'est reparti comme en 1940, l'huile de coude. Je confie le dossier à mon conjoint...

La vraie vie de quartier

Quartier du Gros-Caillou. Départ pour l'école à pied à 8h25. Huit minutes plus tard, on se bouscule à l'entrée de la maternelle. Encore une petite promenade de santé et c'est le deuxième arrêt, la crèche, où l'on se précipite pour faire la bise aux copains (prononcer còpans). 9h10. Direction: la marchande de journaux. «Bonjour madame. Les petites sont à l'école?» Échange de politesses matinales. 9h20. Express allongé au café du coin. Un grand crème, c'est pas mal non plus, mais songeons aux photos de l'été prochain. *Le Figaro* nous annonce que le maire de Paris suspend son adjointe qui vient de se déclarer «candidate à la candidature» en prévision de la prochaine course à l'hôtel de ville. Vive la démocratie.

Le restaurateur d'à côté avale son petit noir. Coup d'oeil circulaire aux clients du comptoir; l'Américain abonné au croissant-thé au lait a le nez plongé dans *Le Parisien* tandis que son voisin, comme tous les matins, refille à son chien le petit gâteau qui accompagne le café. Certains démarrent la journée assez fort, avec une Suze ou, plus prosaïquement, un demi. Pendant qu'un employé râpe les carottes et pèle les oeufs durs qui finiront dans quelques heures dans une salade niçoise, le patron écrit le menu du jour: poule en blanc avec riz, entrecôte marchand de vin...

Malheur, il est 23h et les clefs sont restées dans l'appartement. On patiente une heure, puis deux et la fille de la propriétaire n'est toujours pas rentrée. La marmaille hurle d'épuisement. C'est un père dévasté qui part bientôt dans la nuit à la recherche de Dieu sait quoi. Entre-temps, la propriétaire revient et les enfants peuvent enfin regagner leur lit en étreignant leur doudou. Deux minutes



À Paris, il est impossible de ne pas sacrifier au rituel de la baguette.



PHOTOS MARIE-FRANCE LÉGER, collaboration spéciale

La visite matinale à la marchande de journaux devient vite une habitude quand on adopte le style de vie des Parisiens.

un de plus !

Il y a juste de la place dans un petit placard pour accueillir une laveuse. Qui ne fait pas sècheuse... Alors à moins d'habiter Naples-avec-ses-ruelles-pittoresques-décorées-de-cordes-à-linge, on devra tout étendre sur le sèche-linge le plus discrètement possible dans une des pièces. Bonjour le coup d'oeil... Les sous-sols des anciens immeubles ne sont pas aménagés en buanderie, ce sont de véritables caves dignes des meilleurs films d'horreur. À côté, le décor du *Silence des agneaux* a l'air d'une chambre de petite fille... Or, à Paris, comme chacun sait, le temps est très humide. Le linge, montre en main, prend au bas mot 48 heures à sécher. Il faudra donc tenir un calendrier serré pour avoir des changes pour les enfants... Les draps, on peut toujours aller les faire sécher à la laverie du coin quand on en a marre d'en orner les radiateurs. Quant aux serviettes, on s'habitue à leur côté, comment dire, râpeux... Qu'est-ce que c'est au fait une sècheuse?

Je me décide à visiter un appartement dans le même quartier, histoire de comparer. L'annonce semble intéressante. Un 80 m² (quatre pièces) plus cuisine. J'arrive à 14h. On est déjà cinq à attendre devant la loge de la concierge. Pardon, on dit gardienne maintenant (dommage d'ailleurs). Je m'adresse à celui qui m'a ouvert la porte. «C'est pour l'appartement?» je demande, naïve, en lorgnant vers les autres. Haussement d'épaules pour toute réponse. «Mau... Français», me dis-je en moi-même. Cinq minutes plus tard, nous sommes une quinzaine à monter les escaliers, jusqu'au troisième. Pendant qu'un petit groupe commence la visite, le gros du bataillon attend dans les marches. L'appartement est propre, fraîchement repeint. De dimension acceptable. Mais la vue sur la cour est moche. Et malgré le beau temps, aucun rayon de soleil ne filtre par les fenêtres. La cuisine maintenant. Gros handicap. Pas équipée, ça ne veut pas seulement dire aucun

appareil ménager. Ça veut dire aucun placard, aucune étagère, aucun rangement. «Sont malades», m'entends-je murmurer en regardant avec pitié tous ces Gaulois qui vont se disputer un tel os. «Merci madame» et je m'enfuis.

Je rentre à l'appartement avec soulagement. La rue est belle. Un troisième sans ascenseur, on s'y fait. La sportive que je suis est déjà moins essoufflée qu'au début en arrivant sur le palier. Le plus dur, c'est d'habituer la plus petite des enfants à monter les escaliers sans réclamer «les bras»... Je commence drôlement à comprendre pourquoi les Parisiens ne font pas le marché pour la semaine... Le soleil frappe la fenêtre de la salle à manger-bureau, de biais d'accord, mais c'est quand même ça de pris.

Inscrire les enfants à l'école

Une fois l'appartement trouvé, soit la première étape, il a fallu inscrire les deux enfants à l'école. L'ainée, 5 ans, a été parachutée en troisième et dernière année de maternelle. En France, en effet, l'école commence à 3 ans. C'est la période d'adaptation de l'enfant à la discipline scolaire. La plus jeune, à 2 ans, a réussi à se faufiler à la crèche (garderie), coup de chance encore là inouï, dû à l'intervention de la représentation québécoise à Paris. Normalement, il faut attendre un an ou deux, encore plus longtemps que chez nous, pour obtenir une place à la crèche de son quartier. Mais nos compatriotes sont là et il faut penser à leur demander un coup de pouce...

À la rentrée, les enfants



En France, l'Éducation nationale déploie beaucoup d'efforts pour la scolarité de petite enfance.

sont passablement désorientées. Normal. Nouvelle ville, nouvel appartement, nouvelles écoles. L'ainée a beaucoup de mal à se détacher de nous le matin. Même si elle fait partie des «grandes» de maternelle, on nous autorise pendant quelques jours à l'accompagner jusqu'à la cour de récréation. À son âge, apprend-on, elle devrait être capable de nous abandonner dans l'entrée, où la directrice et la surveillante principale font barrage et saluent chacun des parents. Discipline, déjà. Heureusement pour nous, notre fille s'attache immédiatement à sa maîtresse. Elle ira en classe tous les jours, de 8h30 à 16h30 ou 17h30. Le mercredi, c'est congé. Nous choisissons de l'inscrire au centre de loisirs. Activités et sorties au programme. Ici, on est bien loin du débat maternelle temps plein. Les enfants, dès 3 ans, vont en classe toute la journée. L'Éducation nationale déploie beaucoup d'efforts pour la scolarité de petite enfance, estimant ces années cruciales pour l'apprentissage futur.

L'ainée, qui débarque de la garderie, sait jouer, rigoler, se faire des copains. Mais les autres écoliers savent aussi se concentrer sur l'apprentissage en classe, ce qui ne manque pas de l'étonner. «Tu sais, il faut être sérieux. On ne peut pas jouer en classe. Il faut écouter la maîtresse», dis-je. «Mais moi, je veux jouer», réplique-t-elle. Difficile pour mon conjoint et moi de tracer la ligne. Nous sommes moins pointilleux que les parents français, moins accro aux bonnes manières, plus permissifs sur ce qui nous paraît encourager l'épanouissement de l'enfant. Mais quand elle va manger chez sa petite copine, elle ne doit pas mettre ses coudes sur la table, elle doit manger proprement, finir son assiette et demander la permission pour sortir de table. Exagéré, diront certains. En tout cas, quand la petite de 2 ans et demi me demande, le soir à la maison, si elle peut sortir de table, je me dis, c'est quand même beau les bonnes manières...

Escalope cordon-bleu, choucroute, gigot d'agneau, filet de poisson béchamel, les petits écoliers sont gâtés. Mais il y a une chose tout de même que l'ainée n'a pas retrouvée ici: «J'aime mieux la pizza à Montréal.»

Tout est dit.



Actualités



Voici la deuxième tranche de notre série sur les orphelins du sida au Zimbabwe.



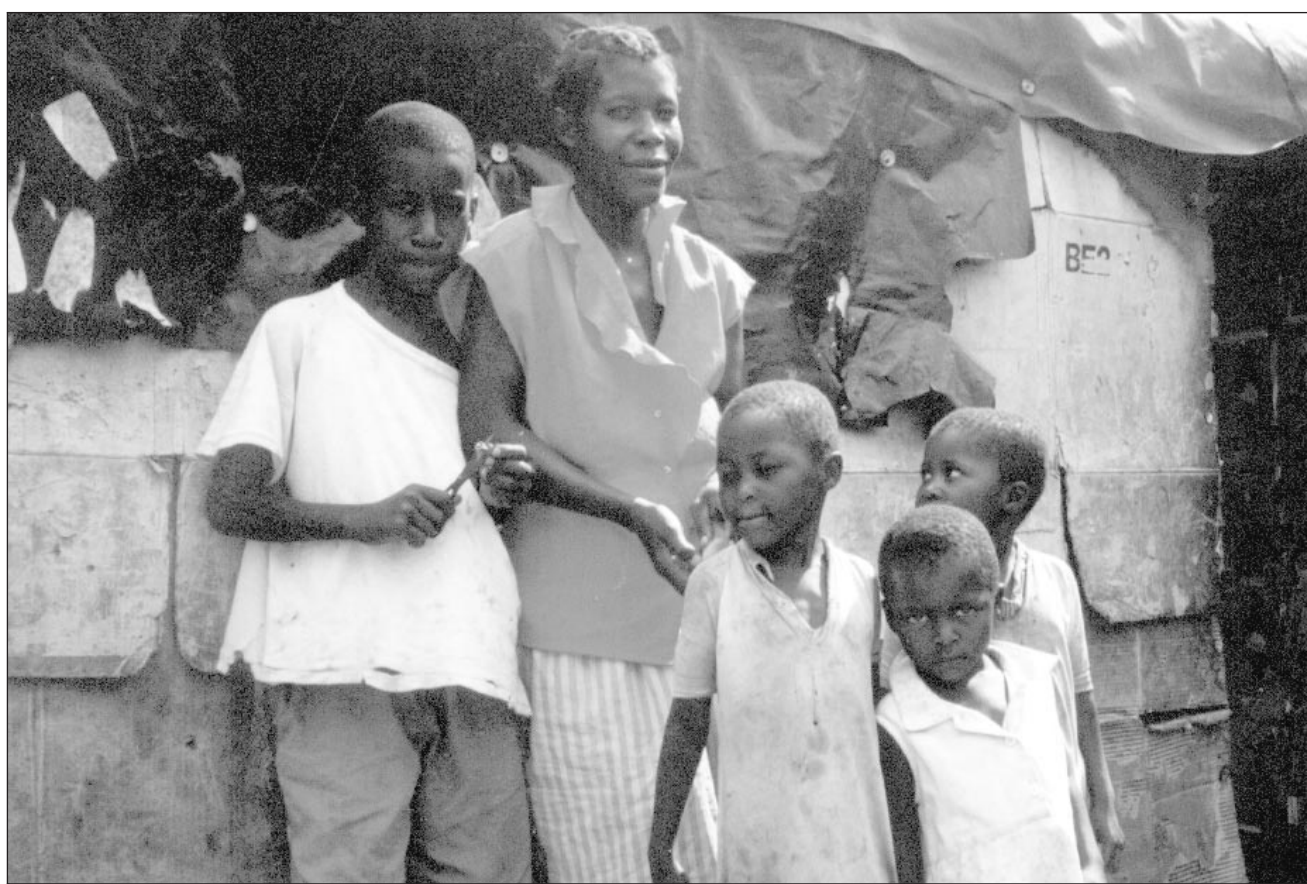
Martine Roux

HARARE

Highfield, 11 h 30. La barrière rouillée menant à une humble demeure grince au passage de Stembiso Makuyana et Denis Gumbo. Une adolescente les fait pénétrer chez elle, un réduit simplement composé d'une cuisinière, d'une causeuse et d'un matelas duquel se lève péniblement sa grand-mère. À l'annonce de la bonne nouvelle qu'apportent les visiteurs, une larme s'échappe des yeux aveugles de la vieille : sa petite-fille Atilia ira bientôt à l'école.

Stembiso et Denis font partie de l'équipe orphelins de Mashambanzou, un centre voué aux soins des sidéens tenu par d'énergiques sœurs irlandaises. Respectivement conseillère et statisticien, ce sont en fait de véritables anges mobiles. Tous les jours, dans leur Nissan blanche, ils quadrillent les banlieues les plus pauvres d'Harare pour prodiguer mille soins essentiels aux orphelins. En ce début d'année, ils font la navette entre la banque et les écoles pour payer les frais de scolarité des orphelins protégés par Mashambanzou et distribuer des uniformes et des chaussures.

Le sida ayant emporté les parents d'Atilia, l'adolescente de 15 ans vit seule avec sa grand-mère handicapée. Elle n'allait plus à l'école depuis un an. Trop cher. Mais cette fois, Stembiso et Denis pensent avoir déniché une place pour l'élève brillante au Highfield Secondary High School. Atilia à bord de la Nissan, on file au bureau du directeur. Pendant que la jeune fille s'agenouille, ses protec-



PHOTOS MARTINE ROUX, La Presse

Le taudis d'une famille « reconstituée » de Mbare, fait de carton et de toiles de plastique, est loué 200 \$ zimbabwéens par mois, soit un peu moins que le revenu moyen mensuel.

teurs agitent le chèque couvrant les droits de scolarité de l'année sous le nez du directeur. Malgré tout, il est sceptique. Aura-t-elle un uniforme ? On lui en fournira un, répondent-ils. Il acquiesce enfin et Denis pousse un soupir de soulagement. « Enfin, une bonne école pour Atilia. Faudra lui trouver des chaussures... » dit-il en pointant du menton ses *gougounes* en plastique rose.

L'appellation Mashambanzou s'inspire des mots shona kushamba (laver) et nzou (éléphant), explique la religieuse en charge de la maison, Soeur Margaret MacAllen. « Cela signifie l'aube d'un nouveau jour. » Car l'organisme sans but lucratif, qui survit grâce aux dons étrangers, n'est pas un centre de soins palliatifs, dit-elle. « Les malades ne viennent pas ici pour mourir. Ils viennent pour vivre. »

Chaque année, Mashambanzou

veille aussi au bien-être d'environ 1500 orphelins des quatre coins de la ville. Officiellement, le ministère du bien-être social du Zimbabwe devrait prendre les orphelins en charge. « Mais il n'y arrive pas parce que les besoins sont trop importants, explique Pat Bailey, l'assistante de Soeur Margaret. Aux yeux des fonctionnaires, un orphelin est un enfant dont les deux parents sont morts. Pour nous, un enfant est orphelin dès qu'il perd sa mère ou son père. Nous nous occupons des plus démunis d'entre eux. »

Les orphelins les plus démunis, ce sont ceux qui vivent dans des banlieues comme Highfield et Mbare, souvent sous une toile de plastique ou entre quatre murs de carton gondolé. À peine adolescents, certains tiennent même le rôle de chef de famille. D'autres échouent chez un grand-parent, un oncle ou une tante, du moins lorsque ces derniers ont les moyens de nourrir une bouche supplémentaire.

S'il est possible de traverser le Zimbabwe en ne croisant que d'immenses terres et quelques résidences éparses, à Mbare, les familles s'entassent les unes sur les autres. C'est d'ailleurs ici, dans cette banlieue surpeuplée où s'aventurent peu de murungos (Blancs), que Stembiso et Denis passent l'essentiel de leurs journées. Outre les habitations de fortune érigées entre les états de nourriture, Mbare est constellé de HLM délabrés abritant des centaines d'êtres humains, dont beaucoup d'orphelins.

Bloc #12. Quatre étages, 28 chambres par étage, souvent deux familles par logement. Les toilettes ? Un trou dans le plancher, deux en tout dans l'immeuble. Et tous les locataires s'approvisionnent en eau auprès du seul robinet de l'édifice. Stembiso et Denis s'y pointent avec l'intention de repérer des orphelins qui ont été référés par une clinique, une école ou des voisins.

À l'intérieur, il fait si sombre

qu'on distingue à peine les numéros de porte. Les corridors sont jonchés de détritus et une odeur rance flotte dans l'air. L'équipe pénètre dans une pièce divisée par un rideau où cohabitent deux familles.

Au fond, une si-déenne squelettique est étendue sur un matelas reposant sur des canettes d'huile à moteur. Par terre sont assises ses deux filles et leur cousin Elias, 4 ans. Le père du petit est mort, la mère s'est évaporée dans la nature. Mais voilà, la famille n'a plus les moyens de le faire vivre. Stembiso et Denis signent les formulaires d'admission à la crèche.

« Les HLM de Mbare, c'est la pauvreté à l'état pur, explique Stembiso. Le gouvernement a beau dire que le sida décline au pays, on n'a qu'à mettre les pieds dans ses édifices pour comprendre que ce n'est pas le cas. Ici, toutes les maladies circulent : sida, tuberculose, choléra. À cause de la promiscuité, les enfants sont abusés sexuellement dès le plus jeune âge. »

Logée dans un local pimpant au milieu des HLM, la crèche tenue par Mashambanzou offrira un peu de répit aux orphelins du quartier. Tous les jours, elle accueille environ 70 enfants d'âge préscolaire. Trois éducatrices veillent à les tenir occupés : jeux, repas, classes de prématernelle ou de maternelle et sieste. Ceux pour qui un nettoyage s'impose passeront aussi par la baignoire pendant qu'on lavera leurs vêtements.

« On essaie de recréer l'environnement d'une famille, explique la coordinatrice, Mme Abdul. Le week-end, les enfants repartent à la maison à regret, souvent auprès d'une tante ou d'une grand-mère. Pour 99 % d'entre eux, c'est le sida qui les a rendus orphelins. »

Sur les murs de son bureau sont épinglées les photographies de tous les enfants passés par la crèche depuis 1994. Une quinzaine ont été à leur tour emportés par l'épidémie, dit-elle. Cet autre, pointe-t-elle, était violé par son oncle. « Nous avons réussi à le faire arrêter car nous avions des preuves. Mais combien d'autres sont victimes d'agressions sexuelles et n'en parlent pas ? » demande-t-elle.



L'orphelinat Vimbaneisu, dans le petit village de Masiyarma, survit uniquement grâce à la générosité de ses donateurs.



Akim Banda, un ex-enfant de la rue de 13 ans, lave ses vêtements dans la cour de l'organisme Harare Street Child Organization.

Des orphelinats remplis à craquer

Si certains orphelins sont accueillis par la parenté éloignée, d'autres grandissent à l'orphelinat. Une quarantaine d'orphelinats sont officiellement enregistrés auprès de l'État, explique Felicity Hatendi, d'Unicef. Mais les autorités zimbabwéennes tentent l'impossible pour éviter de placer les enfants dans ces institutions.

« Les orphelinats doivent être vus comme un dernier recours, fait-elle valoir. Même si les enfants y sont bien traités, ils sont stigmatisés à jamais car ils en sortent avec une étiquette. Lorsqu'on les sort de

leur communauté pour les placer en institution, on les coupe de l'identité, des valeurs, de la culture propres à leur milieu. »

Pourtant, les orphelinats du Zimbabwe sont pleins. C'est le cas d'Emerald Hill Children's Home, une institution d'une banlieue cosue d'Harare abritant une centaine d'enfants.

« On ne devrait pas avoir plus de 90 enfants mais on trouve de la place », explique la travailleuse sociale Ernestine Wastrfall. Les parents de la plupart des enfants d'Emerald Hill sont morts du sida, précise-t-elle, et près d'une trentaine sont eux-mêmes porteurs du virus. Mais ici, on parle peu de l'épidémie. « Nous ne voulons pas les stigmatiser. Ils connaissent le sida, surtout depuis qu'un de nos garçons en soit mort, il y a deux ans. Nous n'insistons pas. »

Les orphelins de la rue

Pire que les orphelinats ou les banlieues mal famées, les égouts d'Harare fournissent un ultime refuge à quelques orphelins venus des quatre coins du pays.

Si certains vivent dans la rue, d'autres ne font qu'y « travailler » : ils mendient le long des grands boulevards et repartent le soir vers leur banlieue, leur maigre fortune au fond de leurs poches... ou de leurs narines remplies d'effluves de colle.

Plusieurs raisons poussent les

enfants dans la rue, constate Sheperd Mahachi, superviseur de l'organisme Harare Street Child Organization : la pauvreté, le nombre croissant de divorces, mais surtout... le sida. « Rares sont les enfants qui aboutissent dans la rue par choix. La plupart d'entre eux sont simplement des sans-abri depuis que leurs parents sont morts du sida. D'une semaine à l'autre, le phénomène prend des proportions alarmantes. »

À deux pas du centre-ville, le refuge accueille, héberge et nourrit les enfants de la rue. Les locataires sont tous âgés de moins de 16 ans et la maison a déjà accueilli un sans-abri de... 4 ans. « C'est une maison de transition, la première étape de leur réhabilitation vers une vie plus normale, explique M. Mahachi. Notre objectif est de sortir les enfants de la rue et de les réintégrer dans leur communauté

ou de les envoyer à l'école. »

Le processus de réintégration dure au moins trois à cinq mois, poursuit le superviseur, et peut même prendre plus d'un an. « Chaque cas est différent et il est parfois très difficile de trouver une solution pour réintégrer un enfant. Mais il y a de l'espoir car 98 % des 430 enfants dont nous nous sommes occupés depuis six ans vivent aujourd'hui une vie meilleure. Deux sont même allés à l'université... »

Ce reportage a été réalisé grâce à la bourse Nord-Sud attribuée par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec et financée par le Centre de recherche en développement international.

DEMAIN : La tête dans le sable

Actualités

La mésange à tête noire, acrobate de nos forêts

Une consultation populaire se tient jusqu'au 30 avril afin de choisir un oiseau emblème pour Montréal. La mésange à tête noire fait partie des six candidats retenus. Omniprésente et peu farouche, vive et attachante, la mésange a-t-elle l'étoffe et le caractère recherchés ? À vous de juger. Chaque dimanche, depuis le 12 mars jusqu'au 16 avril, nous dressons le portrait de l'un des candidats. Un article synthèse conclura la série le 23 avril. Alors, pensez-y ! Petits et grands et peuvent voter pour leur candidat favori.

VINCENT LÉTOURNEAU
collaboration spéciale

Par un froid matin d'hiver, au Jardin botanique de Montréal. Posté près d'une talle de cèdres, j'observe les allées et venues rapides des mésanges aux mangeoires du jardin alpin. Il vente et il fait bien -30 degrés, mais ces petites boules de plumes ont survécu à la nuit glaciale et s'activent à refaire le plein d'énergie.

Insatiables, elles passent tour à tour chercher une graine, repartant aussitôt vers une branche pour la casser à coups de bec.

L'une d'elles a alors l'idée de venir casser la croûte dans un cèdre, tout près. La graine au bec, elle vole lentement vers moi. J'entends encore son battement d'ailes lorsque... « Sît - Sît - Sît - Sît ! » En lançant son cri d'alarme, l'oiseau échappe son trésor et fait demi-tour en plein vol.

En un instant, tous les convives disparaissent. Le festin de graines reste là, au milieu de la place. Je suis à l'affût, car je me doute de ce qui vient. Quelques secondes plus tard, un gros épervier sort du cèdre, condamné à chercher ailleurs son petit déjeuner.

J'étais content d'avoir vu un rapace, mais c'est de cette mésange complice et complètement affolée que je me souviendrai toute ma vie.

L'acrobate de nos forêts

La mésange se nourrit surtout en milieu forestier feuillu ou mixte, inspectant chaque recoin des arbres pour en déloger des insectes (oeufs, larves et adultes). L'hiver, son régime comprend une bonne part de graines, d'où son intérêt pour les mangeoires.

Elle est dotée d'un bec court, robuste et pointu. Elle niche et dort dans des cavités et

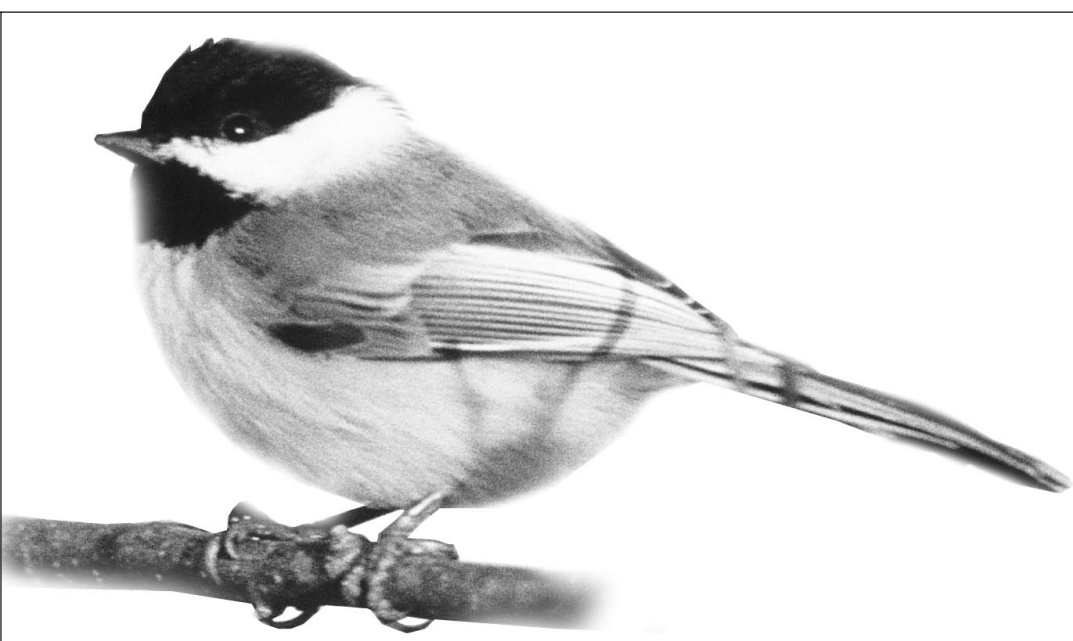


PHOTO NORMAND DAVID, collaboration spéciale ©

On reconnaît vite la mésange à sa bavette et à son capuchon noirs qui tranchent net sur sa joue blanche.

peut gonfler son plumage dense et épais pour mieux affronter l'hiver.

Ses ailes courtes et arrondies facilitent ses déplacements en forêt. Très habile de ses pattes, elle se comporte en acrobate lorsque vient le temps de fouiller un arbre à la recherche de proies.

Comme pour le chardonneret et le merle, les pattes de la mésange possèdent un tendon qui bloque automatiquement et sans effort ses doigts en position fermée lorsqu'elle se perche, une caractéristique qui lui permet d'importantes économies d'énergie.

Par la taille et le plumage, mâle et femelle sont absolument identiques. Cela va de pair avec un partage équitable des tâches liées à la reproduction. Bien que la femelle reste encore la seule à pouvoir pondre, le couple partage la construction du nid, l'incubation des oeufs et l'élevage des jeunes. La mésange à tête noire fait partie des paridés, une famille qui compte un peu plus de 50 espèces dans le monde, dont trois au Québec.

Grégaire en saison, territoriale à l'année

En hiver, la mésange est très grégaire et forme de petits groupes territoriaux qui réagissent à la moindre intrusion. C'est aussi un oiseau très hiérarchisé. Sur une petite mangeoire, les mésanges viennent une à une, respectant scrupuleusement leur rang.

Dès janvier, le mâle fait entendre son

chant joyeux : « Ti-uu ». En mars, la troupe se dissout progressivement à mesure que le couple dominant s'impose sur le territoire.

Comme les pics, la mésange à tête noire fait son nid en forant un trou dans un arbre, souvent un bouleau ou un peuplier. Elle pond entre six et huit oeufs (parfois jusqu'à 10). Les petits quittent le nid à 16 jours, mais accompagnent leurs parents pour une période de deux à quatre semaines.

À la dissolution du groupe familial, les jeunes (surtout les femelles) se déplacent de quelques centaines de mètres à plusieurs kilomètres du lieu de leur naissance. Après ce brassage de gènes, de nouveaux groupes se forment en vue de l'hiver.

Curieuse et complice

Si vous installez des mangeoires (remplies de graines de tournesol, de préférence) et que votre quartier comporte sa part de végétation, les mésanges finiront bien par vous trouver. D'arbre en buisson, de la haie au bosquet, elles se font des chemins partout dans l'île, surtout en hiver. Et si leurs visites s'espacent en été, vous les verrez bientôt revenir avec leur nichée.

La mésange accepte parfois un nichoir, surtout si on a pris soin de le remplir de copeaux jusqu'au toit. Travailleur, elle préfère excaver elle-même sa cavité.

En forêt, surtout l'hiver, pour peu qu'on les appelle (en faisant des « pchch, pchch,



Aire mondiale de nidification

Largement répandue en Amérique du Nord, la mésange à tête noire se rencontre dans tout le Québec méridional. S'adaptant facilement, elle niche dans tous les bois de Montréal. C'est en hiver qu'on l'observe le plus fréquemment, aussi bien en forêt que dans les parcs, ainsi que dans bon nombre de quartiers résidentiels.

Source : Les oiseaux nicheurs du Québec

pchch »), les mésanges nous accueillent joyeusement aux portes de leurs terres, comme de la parenté qu'on vient visiter. Curieuses de voir qui est là, elles nous jasetent un brin, puis repartent aux cuisines ou nous accompagnent au salon.

Prêtez-vous au jeu. Soyez patients. Les mésanges viendront vous égayer. Soyez attentifs et à l'écoute. Souvent accompagnées, entre autres, de pics et de sittelles, elles viennent rarement seules et peuvent nous renseigner sur la présence de prédateurs.

Joyeuse et amicale

Pierre Verville est connu pour son humour. Ses amis le surnomment le polyglotte (en l'honneur de l'oiseau imitateur). Outre son métier d'humoriste, Verville s'intéresse passionnément aux oiseaux.

De la mésange, il dira que « c'est un des premiers oiseaux un peu exotiques qu'on découvre (après les moineaux et les pigeons) quand on s'intéresse à l'ornithologie ». Il se souvient de la première fois qu'une mésange a mangé dans sa main, du vrombissement de ses ailes, de son chant printanier...

« La mésange est vraiment attachante, vive, facile à observer. C'est un oiseau amical (autant que le maire !) et un emblème idéal pour Montréal », conclut Verville, à sa manière.

L'auteur est animateur scientifique au Biodôme de Montréal.

Votez pour l'oiseau emblème de Montréal

Cette consultation est une initiative du Festival des oiseaux de Montréal. Le vote permettra de choisir un oiseau emblème qui sera proposé par adoption au Conseil municipal de la Ville de Montréal.

Le bulletin de vote sera publié chaque dimanche jusqu'au 23 avril 2000. Le tirage aura lieu le 19 mai 2000 et le nom des gagnants seront communiqués à l'occasion du premier Festival des oiseaux de Montréal qui se tiendra du 20 au 22 mai prochain au Biodôme de Montréal.

À gagner :

- Un forfait famille pour une fin de semaine en chalet dans le Parc de Frontenac
- 4 exemplaires de l'Atlas des oiseaux nicheurs du Québec
- un laissez-passer annuel familial pour le Biodôme et un certificat-cadeau de 50 \$ à la boutique.

Une valeur totale de 1 300 \$

Bulletin de participation

Nom : _____ Prénom : _____ âge : _____

Adresse : _____ App. : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. rés. : () _____ Tél. trav. : () _____

Appuyez votre candidat favori en cochant l'une des cases :

- ☐ Le chardonneret jaune ☐ Le grand héron ☐ La mésange à tête noire
☐ Le faucon pèlerin ☐ Le merle d'Amérique ☐ Le petit-duc maculé

Ce bulletin peut être déposé au Biodôme et au Jardin botanique ou bien posté à :
Oiseau emblème de Montréal - C.P. 161, Succ. Rosemont, Montréal (Québec), H1X 3B7

Les fac-similis faits à la main sont acceptés. Règlements du concours disponibles au Biodôme.



100 ans d'actualités

1900-2000

La Presse

Un livre unique qui retrace les faits marquants de l'actualité de 1900 à 2000

Le livre 100 ans d'actualités 1900-2000 est enfin réimprimé. Dernière chance de vous procurer ce best-seller. Faites vite car les quantités sont limitées.

Pour seulement **29.95 \$**

Les quantités étant limitées, commandez dès maintenant **(514) 285-6945**

Interurbains (sans frais) : 1 877 299-6299

Près de 400 pages
Format : 10" x 13 1/2"

Postez ce bon de commande à : **100 ans d'actualités-La Presse**
 C.P. 11031, Succ. Centre-Ville
 Montréal (Québec) H3C 4W8

Écrire en caractères d'imprimerie

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ App. : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. (trav.) : () _____ Tél. (rés.) : () _____

QUANTITÉ	LIVRE	TPS	FRAIS POSTAUX	CHACUN	TOTAL
☐	29,95 \$	2,10 \$	3,00 \$	35,05 \$	\$

Je joins mon chèque ou mandat-poste à l'ordre de **La Presse**, Ltée au montant de _____ \$

Je souhaite effectuer mon paiement par carte de crédit : ☐ Visa ☐ MasterCard

Numéro de carte : _____

Date d'expiration : _____ Signature : _____

(Prévoir un délai de quatre à six semaines pour la livraison)

No d'enregistrement de la TPS de La Presse : R102972338

Pour une consultation GRATUITE

NE MANQUEZ PAS LE CAHIER

Santé

CHACQUE DIMANCHE DANS

La Presse

MEUBLES

Yvon Basilières

Vente à prix d'usine

Armoire Bonnetière

en pin massif
(72 po x 30 po x 18 po)

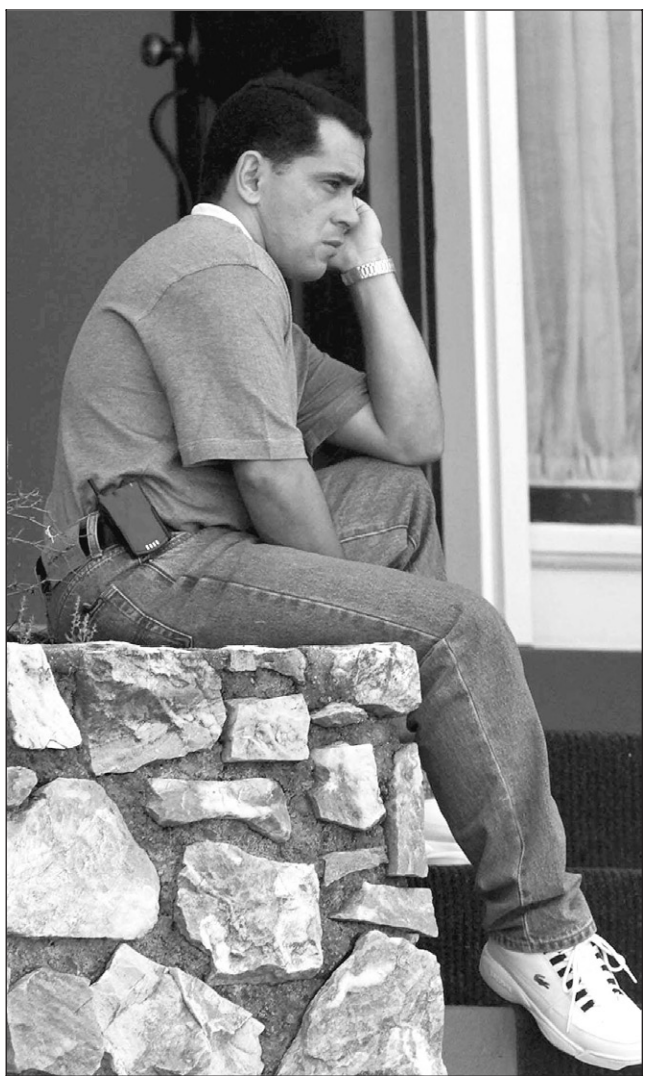
Cette promotion se termine le 14 avril

Cour. : 850 \$

485 \$

1850, Le Corbusier Laval
(450) 680-1293

www.meubleyvonbasilieres.com



Le père d'Elian, Juan Miguel Gonzalez, en pleine réflexion sur le déroulement des événements.

Le père d'Elian refuse de rencontrer la famille en privé

Agence France-Presse
WASHINGTON

Le père d'Elian, Juan Miguel Gonzalez, refuse de rencontrer en privé la famille de Miami, comme celle-ci le demande, estimant que cette réunion ne ferait que retarder le transfert de la garde, a indiqué hier son avocat, Greg Craig.

« Ce qui devrait se passer c'est que Lazaro (le grand-oncle du petit naufragé cubain) prenne Elian par la main et dise à Juan Miguel: tiens voilà ton fils », a indiqué l'avocat.

La famille de Lazaro Gonzalez a la garde de l'enfant depuis le naufrage fin novembre de l'embarcation qui le menait vers la Floride avec sa mère, morte noyée dans la catastrophe.

Un frère de Lazaro, Delfin, et un de ses cousins ont essayé en vain vendredi de le rencontrer à la résidence du chef de la section des intérêts cubains à Bethesda, dans la banlieue de Washington, selon le porte-parole de la famille Armando Gutierrez.

Deux pêcheurs, Donato Dalrymple et Sam Ciano, qui avaient secouru Elian alors qu'il flottait en haute mer, n'ont pas non plus réussi hier à rencontrer le père de l'enfant pour tenter de le convaincre de ne pas emmener le petit Elian à Cuba.

Mais il n'est pas exclu qu'il puisse les voir aujourd'hui. « Il nous doit bien cela », a affirmé Donato Dalrymple.

Greg Craig a par ailleurs indiqué que son client, Juan Miguel Gonzalez, est prêt à rencontrer les experts désignés par le gouvernement américain pour faciliter le transfert de la garde de l'enfant prévu la semaine prochaine.

« Gonzalez a accepté de rencontrer le groupe d'experts », a affirmé Craig dans des déclarations à la chaîne de télévision CNN.

L'Attorney General (ministre de la Justice) Janet Reno avait annoncé vendredi qu'elle avait désigné « deux psychiatres et un éminent psychologue pour déterminer comment le transfert se déroulera sans affecter Elian ».

Mme Reno avait ajouté que des instructions allaient être données par lettre aux proches d'Elian à Miami. Cette lettre pourrait être envoyée dès mercredi ou jeudi, avait-elle précisé.

Dès que les instructions seront fournies à la famille à Miami, « l'INS (le service de l'immigration) transférera formellement la garde au père » qui est arrivé jeudi aux États-Unis.

EN BREF

« Boîte à bébés abandonnés »

■ Les mères désespérées de Hambourg vont désormais pouvoir abandonner leur bébé en toute confiance. L'opération « boîte à bébés », une sorte de boîte aux lettres permettant d'abandonner un nourrisson en toute sécurité, a été lancée hier en Allemagne. Le bébé, placé sur une glissière, descendra dans un lit chaud et sera inscrit dans les registres du centre de soins où a été placé la boîte. L'anonymat de la mère est garanti, mais elle dispose de huit semaines pour revenir sur sa décision.

Oui, deux avalanches

■ Un randonneur suisse a eu hier la chance de survivre à deux avalanches de suite à Oberaxen dans le canton des Grisons. Conduit à l'hôpital de Coire, ses jours n'étaient pas en danger.

« Préparation à la défense »

■ Des femmes ont participé hier pour la première fois en France à une journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) dans plus de 220 casernes et bases aériennes ou marines du pays. La loi sur le service national du 28 octobre 1997, mettant fin au service militaire obligatoire pour les hommes, institué il y a près d'un siècle en France, instaure un « service national universel », dont doivent s'acquitter aussi bien les hommes que les femmes. Cette loi institue l'enseignement de la défense nationale et européenne dans les lycées et collèges, le recensement obligatoire à l'âge de seize ans pour tous les Français, de même que leur participation à la Journée d'Appel. Ainsi, 7740 Françaises de 17 ans avaient rendez-vous samedi dans 220 casernes de l'armée de terre ou de la gendarmerie, bases aériennes ou marines afin de suivre, pour la première fois, la « JAPD ». Elles devaient côtoyer pendant plusieurs heures 7.765 garçons pour visionner huit films, suivis de débats, sur l'organisation et les « enjeux » de la défense et sur « le devoir de mémoire ».

La deuxième mort de *Life Magazine*

Agence France-Presse
NEW YORK

Life, vitrine depuis plus de soixante ans de l'American way of life, du grand reportage et précurseur de la presse magazine moderne, va disparaître des kiosques en mai pour n'y revenir qu'exceptionnellement à l'occasion de numéros spéciaux.

La fermeture du journal, qui avait influencé le cours de l'histoire en publiant de pleines pages de photos-choc de la guerre du Vietnam, marque la fin d'une époque: celle où, loin des caméras de télévision, des photographes de légende racontaient le monde à des dizaines de millions d'Américains.

Face à la diminution régulière de la diffusion et des ressources publicitaires, le groupe Time Inc., propriétaire du titre, a décidé de ne plus « publier que périodiquement des numéros spéciaux sur des

sujets importants », explique Peter Castiglio, porte-parole du groupe. « Les temps sont difficiles pour les magazines d'information générale qui n'ont pas une base de recettes publicitaire suffisante », reconnaissait récemment dans le New York Times le président de Time Inc., Don Logan.

En 1999, le nombre de pages de publicité était encore tombé de près de 9 %.

Déjà en 1972, pour les mêmes raisons, *Life* avait cessé de paraître, pour ressortir six ans plus tard sous la forme d'un mensuel.

« Nous ferons par exemple un numéro par an sur l'Année en photo, qui a toujours bien marché. Ou bien lors de la mort d'une célébrité ou en cas d'événement mondial important », ajoute M. Castiglio.

La publication de livres sous la marque

« *Life* » continuera également, et un projet de site internet dédié au photo-journalisme est dans les cartons de Time Inc., a ajouté son porte-parole, mais la rédaction du mensuel va disparaître, absorbée dans la plupart des cas dans le groupe.

Pour trois générations de photographes et photo-journalistes, *Life Magazine* était un panthéon, la consécration d'un travail de reportage et le fantôme de tout débutant.

« C'est une icône, d'une extraordinaire importance pour le public et les photographes américains », estime Oliver Morris, directeur du bureau new-yorkais de l'agence Magnum.

« *Life* avait conservé son importance malgré la diminution de sa diffusion, due bien sûr à la concurrence de la télévision », ajoute-t-il. « C'était l'une des rares publications à s'intéresser encore au photo-journalisme ».

L'événement

TOYOTA ECHO

du Grand Montréal

Pour tout le mois d'avril, les modèles «ECHO» sont en vedette

Le choix «ECHO» nomique 5,5 litres au 100 km

à partir de:

199 \$*

PAR MOIS

Transport et préparation inclus

*Location 48 mois, 96 000 km inclus. Taxes en sus. Dépot ou échange équivalent de 1 250 \$. Voir détails sur place.

DUVAL TOYOTA

1175 Ampère Boucherville (Aut.20 sortie Montarville)
(450) 655-2350
www.duvalauto.com

Alix TOYOTA

6807, rue deLorimier (coin Bélanger) Montréal
(514) 376-9191
www.alixtoyota.com

Quand Mariane se trouve un *boyfriend*...



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

La pire chose qui puisse arriver au Français, c'est de perdre la face. Mais quand cela se passe devant l'Anglais, on atteint le degré ultime dans l'abjection. C'est le traumatisme à l'état pur.

Durant toute la semaine, la France a donc été secouée par une véritable onde de choc : Laetitia Casta, la plus belle fille de France, celle qui sert de modèle pour le nouveau buste de Marianne à destination des 36 500 communes françaises, était passée à l'ennemi héréditaire, et venait de s'installer à Londres, dans un appartement proche de Covent Garden.

Une affaire caractérisée de haute trahison. Certes, il y a des cas où le passage de la Manche est toléré, par exemple lorsque vous vous appelez De Gaulle et que les Allemands occupent la France, ou si vous ouvrez un restaurant trois-étoiles à Londres et que vous extorquez 500 dollars le couvert à la clientèle britannique.

Mais que le plus célèbre mannequin français ait l'air, en toute simplicité, de préférer Londres à Paris, que son boyfriend soit — semble-t-il — un Anglo-Saxon, et qu'elle

verse ses impôts au Trésor britannique, c'est tout à la fois la nation, la République et l'ami français (hors pair) qui subissent l'humiliation. « Se peut-il, écrit *Le Monde*, qu'un abominable insulaire nous ait volé notre Marianne à nous ? »

Bien entendu, cela fournit une occasion inespérée de ricaner aux quotidiens londoniens, qui doivent normalement se contenter de blagues routinières sur les mangeurs de grenouilles, leurs relents d'ail et leur système pileux.

Le journal le plus vénérable de la capitale, le *Times*, ne s'y est pas trompé et, en page éditoriale, a appuyé là où ça faisait mal à l'orgueil national français : « On imagine aisément la France provinciale frappée d'apoplexie en apprenant une trahison nationale plus honteuse que celle de Pétain et plus humiliante qu'une étoile du Michelin allant à un chef anglais ! »

L'information est tombée à Londres dimanche dernier : la pulpeuse Laetitia Casta, 21 ans, le top model le plus célèbre du pays depuis deux ou trois ans, installait sa résidence fiscale à Londres et cherchait à y acheter un appartement pour éviter la lourdeur des impôts français.

Information démentie deux jours plus tard par l'agent de la star : M^{me} Casta n'a jamais songé à acheter un appartement à Londres, elle n'est que locataire. La fée corse (et blonde) venait en personne au milieu de la semaine s'expliquer à la télé de Canal Plus et opposer un démenti qui ne démentait rien : « Je paie des impôts partout où je travaille », a-t-elle déclaré de manière sibylline.

D'où il ressortait finalement que la belle Laetitia avait probablement opté pour le statut de « résident non domicilié » en Grande-Bretagne, qui permet de soustraire à l'impôt tous les revenus perçus hors du Royaume-

Uni... à condition de ne pas posséder de résidence dans le pays. Bref, la nouvelle Marianne de l'an 2000, symbole de la République, était bel et bien en train de fuir le fisc français. Et par-dessus le marché, probablement dans les bras d'un « ros-bif » !

Aux armes citoyens !

Dimanche soir dernier en France — c'est le moment de plusieurs grandes émissions politiques —, les réactions consternées des leaders politiques ont commencé à tomber.

Philippe Séguin, ci-devant président du RPR, le principal parti de droite, et aujourd'hui candidat à la mairie de Paris : « Marianne qui s'exile à Londres, c'est un symbole fâcheux. » Et d'évoquer, à propos de cet exil fiscal qui a déjà séduit un nombre important d'hommes d'affaires français, « une troisième émigration », après celle de la révocation de l'édit de Nantes, puis celle de la Révolution française. Bref, la nation de nouveau saignée à blanc, cette fois à cause d'une des fiscalités les plus élevées en Europe (pour les hauts revenus).

Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, leader d'un courant politique du genre à la fois gaulliste et socialiste : « Laetitia Casta va vérifier très rapidement que le prix de l'immobilier à Londres est très élevé, que si elle est malade elle sera beaucoup moins bien soignée... Si elle prend le métro — mais ça ne lui arrivera pas sans doute — elle constatera que le métro de Londres n'a pas du tout la qualité du métro parisien. Et pour ses vieux jours, sa retraite en Angleterre n'est nullement assurée... » Des conseils patriotiques de nature à ébranler la belle Laetitia.

Mercredi, lors de la traditionnelle séance de questions à l'Assemblée nationale, revola la Falbala sur la sellette. Un député interpelle le nouveau ministre de l'Économie,

Laurent Fabius, mais il est tellement troublé qu'il en vient à parler de Laetitia Tasca, du nom de la nouvelle ministre de la Culture, Catherine Tasca.

Confusion totale chez les Gaulois. Un autre député apostrophe le même Fabius et déplore que, dans la même semaine, la France ait perdu aux mains de « l'Anglais », à la fois la septième banque française, le Crédit commercial de France, et la fée nationale descendue de sa montagne corse.

Mais Fabius est un animal politique à sang froid : « Comme il y a deux parties distinctes à votre question, je répondrai sur cette affaire du CCF. Cependant, si vous insistez, et vu le caractère du deuxième sujet que vous soulevez, je me ferai un plaisir d'y revenir aussi longuement que vous le souhaitez... »

Dans les faits, il est clair que, parmi les pays de la Communauté européenne, la Grande-Bretagne est celui qui a la fiscalité la plus avantageuse, et de loin, pour les grosses fortunes qui s'y installent et les entreprises — mais pas pour les revenus salariés jusqu'à 250 000 dollars annuels. Il n'y a donc pas de ruée française massive sur Londres... et le paradis fiscal préféré des Français fortunés reste depuis longtemps la Suisse paisible et si proche. On y retrouve Aznavour, San Antonio, Alain Delon et tant d'autres.

Ces exils fiscaux en Suisse n'ont jamais choqué personne. Mais aller en Suisse — généralement romande — c'est aller chez le voisin, le cousin. S'installer à Londres, c'est contre nature. Et lorsque la victime du kidnapping est en même temps la plus belle fille du pays, cela devient comme un mauvais remake de *Jeanne d'Arc*.

La fuite des capitaux vers la City, c'est déjà grave, mais ce n'est pas mortel. Tandis que, comme l'écrit *Le Monde*, « la fuite des capitaux... », cela relève de l'affront national.

La revanche de Moctezuma approche

Ottawa et Québec sont un peu absents d'une profonde révolution en Amérique latine

CHRISTOPHE CARON
collaboration spéciale

Les grandes puissances dépendent de la croissance des pays en émergence pour soutenir leur propre prospérité.

L'an prochain, le Canada accueillera le Sommet des Amériques, dont le but est la création d'une zone de libre-échange hémisphérique. La démarche est aussi incontournable que pertinente. Mais on a parfois l'impression que le Canada et le Québec y participent les yeux grands fermés.

Habitué à considérer le Canada comme le numéro 2 de l'hémisphère, nous semblons ignorer l'ampleur du progrès réalisé en Amérique latine depuis 1990, où les taux de croissance ont été souvent de deux à trois fois celui du Canada.

En 1990, l'investissement étranger direct annuel dans la région était de l'ordre de 9 milliards \$US ; en 1998, il totalisait plus de 55 milliards \$US. C'est une tendance lourde dont la contrepartie est la baisse des investissements directs que reçoivent les pays hautement développés. En 1999, l'investissement étranger dans des titres canadiens a atteint son niveau le plus faible depuis 25 ans, alors que les Canadiens ont acheté pour 23 milliards de titres étrangers.

Soulignons aussi que le PIB du Canada — de 688 milliards US en 1998 — est dépassé par le Mexique (815 milliards) et le Brésil (1 billion). Jumelées avec certaines données démographiques, ces statistiques signalent que le poids relatif du Canada diminuera au cours des prochaines décennies.

Ces chiffres cachent des faiblesses fondamentales. Environ 20 % des 500 millions de Latino-Américains accapare les deux tiers des revenus personnels. La région dépend trop de l'exportation de matières premières (pétrole, minéraux, produits forestiers et agricoles non transformés). Une partie importante de l'investissement étranger est spéculative, donc hautement volatile.

Son haut degré d'intégration rend l'Amérique latine plus vulnérable aux mouvements tectoniques de l'économie planétaire, comme en témoigne l'impact dans la région des crises asiatiques, russe et nipponne de 1998. Malgré cela, les pays de la région se sont redressés à la fin 1999, quoique avec des taux de croissance minimaux ou négatifs.

L'évolution

Une vue d'ensemble et du long terme confirme que l'Amérique latine évolue rapidement. Le changement s'opère de façon inégale, mais on peut en dire autant, sinon pire, de l'Asie et de l'Europe de l'Est, et le bilan du Canada est un mélange de bonnes et de mauvaises nouvelles. De toute manière, une croissance substantielle et soutenue et des changements politiques et économiques structurels ne se produisent de façon accélérée que dans des sociétés exceptionnelles, et seulement de façon sporadique.

Plusieurs facteurs expliquent la transformation de l'Amérique latine. Les grandes multinationales — en finance, télécommunications et informatique, pharmaceutique, transport, manufacture « tradition-



No me moleste mosquito ? L'air est passé de mode.

nelle » — y ont engagé des investissements à long terme, et les sources de capital se sont sensiblement diversifiées.

Siemens, le géant allemand des télécommunications, a plus de 18 000 employés seulement au Brésil. La Banco Vizcaya, d'Espagne, est devenue l'un des principaux acteurs financiers de la région au cours de la décennie. La Hollande est désormais l'une des principales sources d'investissement pour le Mexique.

À part les flux de capitaux étrangers, les moteurs de la modernisation sont la mise à jour des techniques de gestion et l'expansion rapide des technologies de communication. Bell South, Nortel et Télé-globe, entre autres, sont devenus des acteurs majeurs dans ces pays.

L'impact de ces milliards d'investissement se fait sentir jusqu'ici. De nombreux Canadiens travaillent comme consultants pour les centaines d'organisations de coopération internationale, de la Banque Mondiale à SUCO. Les liens entre les pays de l'hémisphère se multiplient et se consolident par l'expansion tous azimuts du tourisme. Des dizaines de milliers de Nord-Américains ont une deuxième résidence ou sont devenus des expatriés au Mexique, en Amérique centrale, dans les Antilles.

Les gouvernements de la région ont libéralisé leur cadre réglementaire et réformé les structures et les processus d'un secteur public hypertrophié, étouffant et hautement inefficace.

Des mesures ont instauré rigueur et discipline dans les banques, surtout en ce qui regarde l'ampleur et le degré de risque des prêts, et les pratiques comptables ont été modernisées. Cela dit, les scandales financiers au Mexique (FOBO-PROA, etc.) démontrent la persistance de relations incestueuses entre les banques, les partis politiques et les grands groupes industriels.

Une image déformée

La privatisation des télécommunications, de l'énergie, des autoroutes, ports, aéroports et transports publics a été une priorité dans toute l'Amérique latine. On constate une plus grande efficacité, le développement accéléré des infrastructures et des réseaux et, surtout dans les télécommunications, une plus grande accessibilité, de meilleurs services, et une réduction des tarifs.

D'autres réformes visent à améliorer la perception des taxes. Seulement une minorité des entreprises et des particuliers paient leurs impôts, autant en raison de structures inadéquates et du manque d'équipements informatiques, que de la fraude et de la corruption.

Les Nord-Américains ont encore une image déformée de l'Amérique latine : jungle, corruption, révolution permanente. Aujourd'hui, la région est un réseau de grandes métropoles, de groupes industriels immenses et très sophistiqués. Son élite est formée dans les universités de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Au moins un cinquième de la population jouit de niveaux d'éducation et de revenus équivalents à ceux des Canadiens aisés.

La richesse de ce groupe démographique (plus de trois fois la population du Canada) explique les très hauts taux de croissance observés dans plusieurs domaines : utilisation de l'Internet, foyers câblés, ventes de disques compacts et de livres de gestion, crédit aux consommateurs, dépenses de publicité, etc.

La forte croissance de l'investissement et du commerce entre les pays de l'Amérique latine, parallèlement à la multiplication des traités bilatéraux et multilatéraux, réduira la dépendance de la région sur le capital des pays du Nord, et accroîtra sa force sur la scène internationale.

Des problèmes datant de la guerre froide et avant demeurent latents, comme le soulignent les cas de Pinochet et d'Elían González, les rébellions au Mexique, la destitu-

tion des deux derniers présidents de l'Équateur, et le règne de terreur interminable en Colombie.

Quelque 100 millions de Latino-américains habitent les *barriadas* et *favelas* des grandes villes, la campagne et la forêt, marginalisés et sans espoir de mobilité sociale.

Une décennie de croissance économique planétaire n'a pas effacé les séquelles de gouvernements militaires, d'une culture politique autoritaire, d'investissements minimaux en santé publique et en éducation, et de la pauvreté généralisée. Mais il existe un mouvement de fond, du Mexique jusqu'en Patagonie, de gens qui ouvrent pour l'instauration d'un État de droit, pour les droits des peuples amérindiens, la protection des épargnants et des consommateurs, etc.

La suite

La pacification et la démocratisation, quoique imparfaites, semblent irréversibles. La modernisation des structures politiques et des pratiques économiques provoque une plus grande efficacité. Une nouvelle génération de gestionnaires catalyse une vague inédite d'entrepreneurs. Ces cadres et leaders, plus cosmopolites, sont souvent plus « progressistes » : ils dénoncent la corruption, sont plus sensibles à la protection de l'environnement, et savent que le talon d'Achille de leurs pays est le faible niveau d'instruction d'une trop grande partie de la population.

Au XXI^e siècle, l'Amérique latine sera l'une des trois régions les plus dynamiques sur les plans économique et culturel. Elle bénéficiera d'investissements massifs et soutenus : les grandes puissances économiques dépendent désormais de la croissance des pays en émergence pour maintenir leur propre prospérité. C'est une des ironies du nouvel ordre mondial qui, n'en déplaise à Francis Fukuyama, n'a pas terminé de bousculer les schèmes de l'Histoire.

L'intégration économique et politique, la fusion ethnique et culturelle qui s'amplifie, et le fort sentiment d'identité des Latino-

Américains feront, d'ici 50 ans, ce que tous les Castro, Guevara et autres Sentiers lumineux n'ont pas pu accomplir, instaurer un nouvel ordre de relations hémisphériques. Si ce n'est pas la revanche de Moctezuma (le dernier empereur des Aztèques) qui se dessine, c'est sans doute celle de Simon Bolívar et de José Martí, dont la vision d'union panaméricaine contrastait avec celle, hégémonique, de Theodore Roosevelt.

La Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) n'existera officiellement qu'en 2005 ; dans les faits, les Amériques sont déjà largement intégrées.

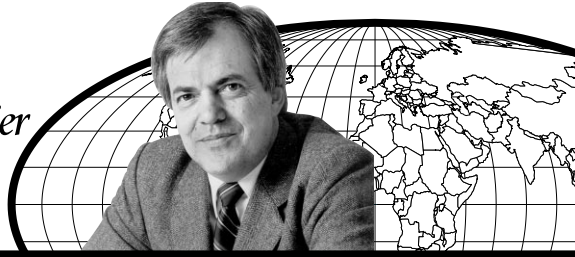
Il convient de bien saisir le sens et l'importance de cette transformation. À l'ère des alliances stratégiques, nous devons cibler l'Amérique latine comme partenaires de choix. (D'autant plus que le FMI et l'OCDE nous répètent que notre économie est dangereusement dépendante d'un seul partenaire commercial.) Les missions d'Équipe Canada, les démarches de Bernard Landry visant à rapprocher le Québec et nos voisins du Sud, et les nombreux colloques ayant pour thème les rapports hémisphériques, reflètent une prise de conscience tardive mais réelle. Il est à espérer que ces efforts seront intensifiés et multipliés.

Nous risquons de nous faire absorber économiquement et culturellement par les États-Unis, tout en restant politiquement en périphérie. La solution de rechange est de combiner nos ressources avec celles de l'Amérique latine. C'est peut-être notre seule possibilité pour maintenir une position relativement forte à l'intérieur de l'hémisphère. À long terme, nous avons plus besoin de l'Amérique latine que l'inverse. À moins de définir notre propre rôle dans l'hémisphère en mutation, d'autres le feront à notre place.

Christophe Caron est consultant en développement urbain et communication. Il a vécu et travaillé dans plusieurs pays de l'Amérique latine.

La presse d'ailleurs

parcourue
par Réal Pelletier



The Miami Herald

The New York Times

Newsweek

Le tabac: combat à finir

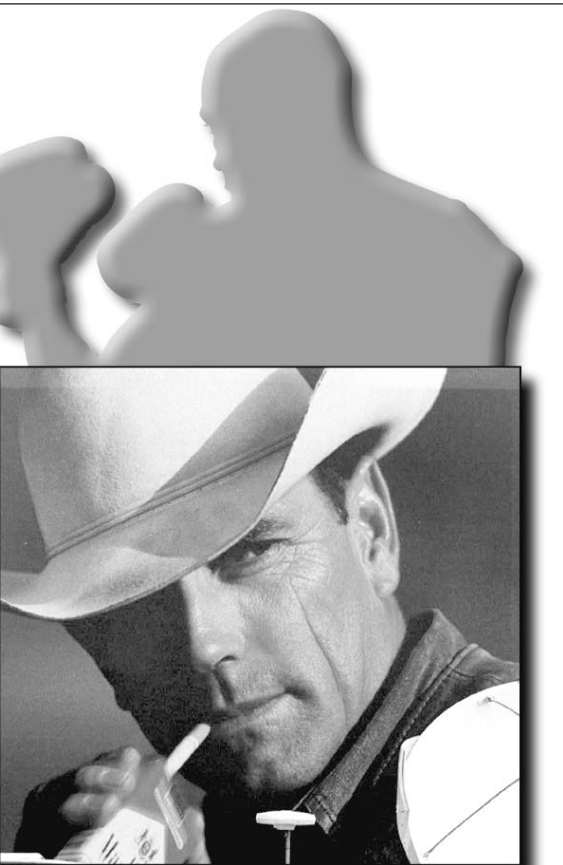
Coinc  e dans les câbles, l'industrie demeure vigilante... et en très bonne forme

C'est comme un long combat de boxe film   au ralenti et dont on ne voit pas la fin : septième round, l'industrie américaine du tabac reçoit un jab formidable, devant payer 264 milliards de dollars US sur 25 ans aux   tats américains pour compenser leurs services de santé des effets du tabac sur la clientèle. Huitième round, l'industrie réplique avec un solide uppercut et obtient en Cour suprême des   tats-Unis un jugement stipulant que la FDA (Food and Drug Administration) n'a pas autorité sur le commerce du tabac. Neuvième round, vendredi il y a deux jours, l'industrie reçoit un puissant direct à la mâchoire : pour la première fois, un jury de Miami la condamne à verser des indemnités à trois victimes du tabac, prélude à une vague de recours collectifs qui, dans le seul cas de la Floride, pourraient englober 500 000 cas. Mais croyez-le ou non, en dépit d'une baisse de cote en Bourse sous l'effet médiatique des coups encaissés, l'industrie du tabac est loin du K.O. : depuis un an, ventes et profits sont en hausse, signale le *Miami Herald*.

Vendredi donc un jury de six personnes devant un tribunal de Miami a créé un précédent en condamnant les compagnies de tabac à verser 6,9 millions US en dommages compensatoires à deux fumeurs et à la leurs familles. (Un troisième a obtenu 5,8 mns mais pourrait ne pas pouvoir les toucher pour avoir attendu trop longtemps avant d'initier la poursuite.) De l'avis général de juristes consultés par le *New York Times*, le principe du recours collectif se trouve désormais acquis pour les fumeurs, contre l'industrie du tabac. Les montants obtenus à Miami sont loin des dizaines de millions réclamés par l'avocat des plaignants, mais il reste que les masses de plaignants virtuels sont fabuleuses.

Politiciens accommodants

L'industrie, qui n'est pas sans défense — on le soupçonne —, en appellera de la décision du jury de Miami. Sur le front politique, le premier objectif des industriels du tabac consiste en conséquence à obtenir des lois limitant les sommes qu'elle est tenue de placer en fiducie pour la durée du processus d'appel. Ayant le bras long, l'industrie a déjà fait appel avec succès aux législateurs de quatre   tats producteurs de tabac — la Géorgie, le Kentucky, la Virginie et la Caro-



PHOTOMONTAGE La Presse

line du Nord — pour qu'ils plafonnent les sommes ainsi gelées en fiducie. Et les élus de Floride songent    emboîter le pas.

Pourquoi la Floride embarquerait-elle, elle qui a mené le combat qui a conduit l'industrie à devoir verser 264 milliards aux   tats pour avoir contribué à hausser la facture des soins de santé ? La réponse est toute simple : si l'industrie du tabac doit geler trop de fonds dans l'attente des procédures d'appel dans le cas de recours collectifs massifs qui lui seraient défavorables en première instance, elle se verrait dans l'impossibilité d'acquiescer la note de 264 milliards qu'elle s'est engagée à régler. Et l'industrie se fait fort d'ailleurs de laisser entendre qu'elle pourrait éventuellement se placer sous la protection de la loi sur les faillites si le fardeau des recours collectifs devenait trop lourd. Les procureurs de l'état de la Floride doutent que l'industrie se rende jusque-là, rapportait le *New York Times* d'hier, mais ils ont quand même embauché un expert en faillite pour le cas où.

Le commerce reste lucratif

Ce qui permet de douter que l'industrie en vienne à se prévaloir de la loi des faillites, c'est sans doute la belle rentabilité affichée

dans la marche de ses affaires, en dépit des époustouflantes factures sociales qui l'attendent. Le portrait est relativement simple, note le *Miami Herald* : l'industrie refile simplement au consommateur la note à payer. L'industrie du tabac demeure en santé, dit le journal. Même si l'image dégradante qu'elle projette fait chuter régulièrement les cotes en Bourse, reste que le chiffre des ventes, activé par les hausses des prix à la consommation, et les profits augmentent. Trop de gens n'arrivent pas à décrocher du tabac pour que les volumes à cet égard en soient vraiment affectés.

Ainsi les ventes chez Philip Morris — 50 % du marché américain — sont passées en un an de 15,3 à 19,5 milliards US, même si le groupe a vendu 8,5 % de moins de cigarettes. Avec marge de profit d'environ 25 %. Chez R.J. Reynolds par contre (25 % du marché), les ventes de cigarettes ont augmenté de 32 %. Mais reste que le fardeau des poursuites qui s'annoncent est pesant : Philip Morris est partie dans 350 poursuites individuelles et dans 50 causes de recours collectifs déjà autorisées par les tribunaux. Sans compter des poursuites qui se dessinent à l'étranger, en Grande-Bretagne et en Argentine notamment,

Mais l'étranger justement, c'est la planche de salut pour l'industrie. Richard Daynard, spécialiste des affaires juridiques liées au tabac à la Northeastern University, de Boston, croit que l'industrie aura tendance à accentuer son marché dans les pays où les systèmes judiciaires restent déficients : le tiers-monde, pour tout dire. Or, l'industrie a déjà développé en sol américain, par la force des circonstances, le plus formidable appareil de protection politico-judiciaire qui n'ait jamais existé, selon des observateurs.

Après les élections

Politiquement, l'industrie du tabac compte surtout traditionnellement sur les élus républicains pour mener ses combats. Mais une partie des sommes colossales empoch  es ces derniers temps par les avocats qui ont plaidé contre l'industrie sert aujourd'hui à combattre celui qu'ils en sont venus à considérer comme leur ennemi juré, le pr  sidentiable républicain George W. Bush. Ils réclament d'autant plus sa tête que le gouverneur du Texas se fait fort d'avoir fait adopter toute une gamme de lois visant à limiter le vaste champ des poursuites au civil, à circonscrire les frais d'avocats et à contenir les montants des dommages.

Furieux, nombre d'avocats de

poursuite civile grossissent massivement le Parti démocrate, note le *New York Times*, à même les hono- raires perçus dans les combats contre l'industrie du tabac.    lui seul, l'avocat Peter Angelos, propriétaire des Orioles de Baltimore, a vers   400 000 \$ aux démocrates après avoir poursuivi l'industrie du tabac avec succès dans le Maryland.

Au bilan, le climat politique est tel qu'on doute que les démocrates en arrivent à soumettre au Congrès avant les élections de novembre tout projet de loi visant à réglementer la vente de tabac aux   tats-Unis, pour compenser l'  ch  c à ce propos subi en Cour suprême.

Dans l'intervalle, les campagnes antitabac se multiplient, les messages publicitaires se faisant de plus en plus crus et agressifs, remarque l'hebdomadaire *Newsweek*. Telle image montre un chien enragé tenant un paquet de cigarettes dans sa gueule. Une autre affiche une livre de poumons frais tout roses embal  s à la façon d'une livre de boeuf haché et   tiqu  t   « POU-MONS frais sans fumée ». La plus récente campagne visant à décourager les jeunes de fumer coûte 185 millions, un record. Des enquêtes de marché ont indiqué que les jeunes sont plus sensibles aux attaques directes et agressives contre l'industrie du tabac qu'aux méfaits de la cigarette comme telle. Encore que les attaques ne doivent pas être dirigées contre des compagnies précises ou leurs patrons.

En Grande-Bretagne entre-temps, selon le quotidien *The Independent*, le gouvernement lui-même n'y va pas de main-morte dans sa lutte contre le tabagisme. Fumer une cigarette, dit le ministère de la Santé, c'est avaler un cocktail de 600 produits chimiques en même temps que la nicotine : entre autres des produits comme l'acétone utilisé pour d  cap  r la peinture, l'ammoniaque qu'on emploie pour nettoyer les cuvettes des toilettes, le butane qui sert de carburant de briquet, ou encore la betanaphthyl methylether, qui entre dans la fabrication des boules à mites.

Rien à faire, disait l'hebdo britannique *The Observer* en novembre : après des années de déclin, la consommation de tabac remonte dans le pays. Effectivement, la hausse des prix avait contribué à réduire la consommation, mais les amateurs recherchent de plus en plus maintenant des marques de basse qualité en même temps que les « aubaines » offertes sur Internet. Ce double marché a crû de 7,3 milliards de cigarettes en 1999 et occupe maintenant 11 % du marché national.    chacun ses trafics.



The New York Times

The Washington Post

Ripailles

■ Nasdaq, la Bourse de la Nouvelle   conomie, a connu la meilleure journée de son histoire vendredi, grimpant de 4,2 % d'un coup, mais ce après quatre semaines de débandade.   a ne signifie pas pour autant la fin des problèmes pour les titres à gogo. Le chroniqueur David Ignatius, du *Washington Post* (qui abandonne ses fonctions pour passer à la direction du *International Herald Tribune*    Paris) n'en revient pas de voir ces hirondelles cotées à une valeur équivalent à 200 fois leurs revenus pendant que des chevaux de trait de la Vieille   conomie accusent une valeur de 15 fois leurs entrées de fonds. Plus : les exercices comptables dans certains cas de Nouvelle   conomie sont douteux. Un collègue du *New York Times*, Alex Berenson, ne s'arrête pas à ces détails mais constate que globalement, les marchés boursiers sont devenus plus volatils et plus incontrôlables que jamais. Quand les marchés ont brusquement chuté mardi dernier, rien dans l'actualité ne justifiait pareil mouvement. La descente a duré 90 minutes puis en fin de journée, tout était revenu passablement à la normale. N'empêche, l'économie américaine suit son (grand) bonhomme de chemin : il s'est créé plus d'emplois en mars que dans n'importe quel mois depuis quatre ans.



Los Angeles Times

Batailles

■ On ne s'attaque pas comme ça aux Américains : ils ont l'instinct défensif puissant. Exemple : le cas de la peine de mort. Chaque exécution aux   tats-Unis fait monter d'un cran la grogne des intellectuels européens contre cette pratique, que la nouvelle Europe rejette comme coutume barbare. De fait de rares pays plus ou moins vagabonds dans le concert des nations comme l'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran, l'Irak et la Chine pratiquent encore la peine de mort, ce qui place les   tats-Unis, à leurs yeux, en situation de compagnonnage inquiétante. Conséquents, des groupes d'Européens ont décidé d'attaquer : des Suédois ont voulu boycotter le vin de Californie,   tat qui applique la peine de mort. Mais on a c  d   parce que des exportations de 770 millions \$ de la Suède vers la Californie se sont comme par hasard retrouvées menacées. Benetton, la firme italienne qui fait dans la dentelle en marketing, a choisi d'afficher le portrait de condamnés à mort américains dans sa pub ; elle a perdu les 400 clients de Sears Roebuck aux   tats-Unis, après que le destin eut conduit quelques contre-manifestants pancart  s devant des magasins de la chaîne.



Los Angeles Times

Failles

■ Pays qui s'offre volontiers comme modèle de démocratie au reste du monde, les   tats-Unis ont ceci de particulier que dans 12   tats de l'Union, les gens qui ont purgé une peine de prison et qui ont complété une période de libération conditionnelle ont perdu leur droit de vote à perpétuité. Ce qui fait qu'en Alabama par exemple, un adulte m  le noir sur trois environ n'a pas le droit de vote, note le *Los Angeles Times*    la une de dimanche dernier. Comme la population carcerale compte une proportion singulièrement forte de Noirs, c'est la population noire dans son ensemble qui se trouve touchée par ce déni de droit politique. Pour M   JL Chestnut, qui fut le premier avocat noir de Selma en Alabama, cette disposition n'est que la version moderne du fameux « test de lecture » imposé aux Noirs jusqu'en 1965, un illettré ayant été jusqu'alors privé de son droit de vote. Aujourd'hui, quatre millions de détenus et d'ex-détenus se trouvent privés de droit de vote aux   tats-Unis, dont 1,7 million dans les seuls 12   tats qui refusent ce droit aux ex-détenus. Dans l'ensemble des hommes noirs américains, un sur sept est privé de son droit de vote ; un sur quatre dans les 12   tats qui ne reconnaissent pas ce droit aux ex-détenus.



The Washington Post

Tenailles

■ Washington est probablement aussi beau que le Portugal en avril, mais ce n'est pas le printemps qui amènera du monde dans la capitale dimanche prochain. C'est que le 16 avril et le lendemain, la ville accueillera les grandes assises de la Banque mondiale et de Fonds monétaire international. Encore là, rien de spécial ; sauf que des militants de tout acabit, rejets de Seattle, ont choisi de s'y donner aussi rendez-vous. Ils se réclament, tantôt de la protection de l'environnement, tantôt des droits des travailleurs, ils sont généralement pacifistes mais ont parfois du muscle et causent encore au-dessus d'un expresso de leur succès à la grande rencontre de l'automne dernier de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle. Ils pensent que la BM et le FMI sont du même acabit et méritent le même accueil. Le *Washington Post* de dimanche dernier s'en avisait à la une, montrant en photo couleur comment des officiers de police s'entraînent depuis le début du mois au contrôle des foules.   videmment, Washington en a vu d'autres : manifs grandioses contre la guerre du Vietnam, pour les droits civils, contre les armes nucléaires, etc. Mais l'appareil policier est peut-être un peu rouillé, après le temps. Aussi, on contraind les flics à l'entraînement au pas de course, avec chapeau dur et matraque en main droite. Curieux : pas un gaucher sur la photo.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



CONGO

Cessez-le-feu

■ Les parties en conflit en République démocratique du Congo (RDC) ont convenu d'une « cessation totale des hostilités » le 14 avril, a annoncé hier à Kampala le Comité politique conjoint. Issu de l'accord de paix de Lusaka signé par les protagonistes en juillet et août 1998, le comité a aussi fait savoir que les parties se sont mises d'accord sur la création d'une « zone de désengagement » par le redéploiement de forces vers des positions convenues préalable-ment. L'accord a été signé par les représentants de toutes les parties combattantes : d'un côté le gouvernement du président Laurent-Désiré Kabila et ses alliés du Zimbabwe, de l'Angola, et de la Namibie et, de l'autre, trois groupes rebelles ainsi que leurs alliés du Rwanda et de l'Ouganda.

d'après AFP

KOWEIT

Voile manquant

■ Des intellectuels et des députés ont mis en garde hier contre un cycle de violence au Koweït après que de présumés activistes musulmans eurent battu et flagellé une femme de 20 ans devant son collège parce qu'elle ne portait pas le voile islamique. « C'est le début d'un cycle de violence à l'algérienne, le début de l'inconnu », écrit un éditorialiste du quotidien al-Siyassah. Des députés islamistes réclament périodiquement l'introduction dans le code pénal de la flagellation, l'amputation de la main droite et la lapidation conformément à la charia (loi islamique). Les femmes du Koweït ne sont pas tenues de porter le voile.

d'après AFP

RUSSIE

Meurtre de soldats

■ Huit soldats russes ont été retrouvés morts dans un train militaire, ont annoncé hier les agences de presse de ce pays. La police militaire, qui a lancé une enquête, soupçonne un soldat, porté manquant, d'avoir commis ces crimes. Le suspect, un appelé de 19 ans, a été interpellé hier dans une gare de la région du Penza. Une des victimes, un capitaine, a été étranglé et son corps jeté hors du train, parti du sud de la Russie pour gagner l'Oural. Les sept autres, qui appartenaient aux troupes du ministère de l'Intérieur et étaient chargées de garder ce train transportant de l'équipement militaire, ont été tuées par balles.

d'après AP

GRANDE-BRETAGNE

Sorcier, Internet

■ L'un des principaux ecclésiastiques de l'Église anglicane, David Hope, archevêque de York, a mis en garde contre la « sorcellerie » d'Internet qui pourrait finir par « engloutir » l'humanité si l'engouement pour la technologie n'est pas mieux maîtrisé. Dans une entrevue publiée par une revue chrétienne et dont faisait état le *Times* hier, Hope affirmait que le réseau informatique mondial pourrait au bout du compte créer « une société sans âme », faite d'internauts cloîtrés chez eux. « Le danger avec cette sorcellerie dans les foyers est que les gens ne sortent pas de chez eux et qu'il n'y ait plus d'interactions sociales ».

d'après AFP

ESPAGNE

Directeur voleur

■ Le directeur des entrepôts du musée archéologique de Catalogne a été arrêté, soupçonné par la police d'avoir volé 4000 pièces, valant l'équivalent de 2,3 millions US, dans les entrepôts dont il avait la garde. La police aurait retrouvé des pièces de monnaie phéniciennes, des vases étrusques et des dessins italiens du XVIII^e siècle que l'employé de 42 ans, Manuel Gasco, aurait volés et cachés dans plusieurs maisons lui appartenant. Directeur des entrepôts de 1990 à 1999, il aurait arraché les pages de ses livres d'inventaires pour camoufler les disparitions d'objets.

d'après AP

État de siège décrété en Bolivie

Objet : conjurer une vague de grèves et de manifs

d'après AFP et AP

Le gouvernement bolivien a décrété hier l'état de siège dans tout le pays pendant trois mois pour faire face à une vague de grèves et de manifestations, notamment à cause d'une augmentation de 20% du prix de l'eau, ainsi qu'à une mutinerie de centaines de policiers qui réclament des augmentations de salaires.

Des milliers de policiers et de soldats ont été déployés dans toute la Bolivie pour réprimer une vague de manifestations déclenchées le 2 avril par l'augmentation du coût de l'eau.

À La Paz, une centaine de policiers du Groupe spécial de sécurité (GES) se sont rebellés hier en refusant d'intervenir contre une grève de la faim observée par une de leurs collègues, le sergent Rossmay Corrales, quinze épouses de policiers et un enfant de 12 ans.

Retranchés dans leur caserne située à deux pâtés de maisons du pa-

lais présidentiel, en plein centre de la capitale, les policiers ont fait valoir qu'ils ne pouvaient pas intervenir contre leurs propres familles et ont réclamé une augmentation de salaire de 150%, selon un journaliste de l'AFP.

D'autres policiers, notamment des agents de la police judiciaire, se sont joints à la mutinerie.

La police a par ailleurs interpellé les responsables d'un syndicat d'enseignants et du Comité pour le droit à l'eau, qui ont organisé le barrage des routes et des manifestations à

Cochabamba, troisième ville du pays avec 500000 habitants.

Dans cette ville, située à 563 km à l'est de La Paz, plusieurs centaines de manifestants ont encore protesté hier sur la place centrale de la ville, jetant des pierres et incendiant des pneus. Selon des témoins, la situation sur place est explosive.

La veille, la police avait dû recourir aux gaz lacrymogènes et aux canons à eau pour disperser les manifestants massés devant les bureaux des autorités locales.

Les protestataires exigent que le gouvernement annule l'augmentation de 20% du prix de l'eau, dont la facture s'élève aujourd'hui à l'équivalent de 30 dollars US par mois.

Le ministre de l'Information, Ronald MacLean, a lu hier devant les médias une lettre du président, Hugo Banzer, justifiant l'état d'urgence.

« Le chaos était en train de se répandre au moment où le pays entraînait

un processus de relance économique et s'apprêtait à ouvrir un dialogue national avec la participation de toutes les forces politiques et sociales », a-t-il dit.

« Nous nous trouvons avec un pays dont les routes d'accès à une ville sont bloquées, entraînant des pénuries alimentaires, où des passagers sont pris au piège et où le chaos commence à gagner d'autres villes », a ajouté le ministre de l'Information.

L'état d'urgence signifie l'imposition d'un couvre-feu, la suspension des garanties constitutionnelles et une restriction des activités politiques et des déplacements.

Il est décrété pour la première fois par le chef de l'État, qui est au pouvoir depuis près de trois ans.

Au cours des trois prochains mois, le gouvernement se propose de « restaurer l'ordre et la légalité », a dit le ministre MacLean.

FUNÉRAILLES EXCEPTIONNELLES



PHOTO AFP

Une proche du journaliste Jean Dominique se penche sur sa dépouille.



PHOTO REUTERS

Yasser Arafat, le président algérien Bouteflika, le président tunisien Ben Ali, le président français Chirac aux obsèques du « père de l'indépendance de la Tunisie », Habib Bourguiba.

Haïti : 15 000 personnes pour Jean Dominique

aux funérailles de Dominique
d'après AFP
PORT-AU-PRINCE

Plus de 15 000 personnes ont assisté hier à Port-au-Prince aux funérailles officielles de Jean Dominique, directeur de Radio Haïti Inter et plus célèbre commentateur politique de ce pays.

La cérémonie s'est déroulée au stade Sylvio Cator en présence du président René Préval, du premier ministre Jacques Édouard Alexis et de l'ancien président Jean Bertrand Aristide. Préval a élevé Dominique à titre posthume à la dignité de « Grande croix plaque or » de l'ordre national Honneur et Mérite, la plus haute distinction, pour son « effort inestimable à la construction et au raffermissement de la démocratie ».

Quelques dizaines de jeunes scandant « Aristide ou la mort » et

lançant des menaces de mort contre un des responsables de l'opposition, Evans Paul (Espace de concertation, socialo-centriste), ont trouble la cérémonie pendant quelques instants.

L'évêque de Jérémie, Mgr Willy Romelus, a souhaité que cet assassinat soit un « cri de ralliement pour que tous les Haïtiens s'unissent pour bâtir leur propre pays sans que l'on vienne nous dicter ce que nous avons à faire pour lui ».

Sony Estéus, journaliste de Radio Inter, qui s'exprimait au nom de toute l'équipe de la station, a affirmé que ce crime était « la preuve que le système n'avait pas changé ». Le père William Smarth, un compagnon de lutte de Dominique, a jugé qu'il « serait grave que l'État haïtien ne puisse mettre la main sur les assassins ».

d'après AP et AFP
MONASTIR, Tunisie

En présence de plusieurs chefs d'État étrangers, la Tunisie a réservé hier des obsèques nationales à son ancien président, Habib Bourguiba, dont la dépouille a été inhumée dans le somptueux mausolée familial, face à la Méditerranée à Monastir, sa ville natale située à 160 km au sud de Tunis.

Pour le dernier salut au père de l'indépendance tunisienne, qui dirigea le pays de 1956 à 1987, le président tunisien Zine El Abidine ben Ali et le fils unique du défunt, Habib Jr, étaient accompagnés notamment de Jacques Chirac (France), Abdelaziz Bouteflika (Algérie), Ali Abdallah Salah (Yémen), Robert Guei (Côte d'Ivoire), ainsi que du dirigeant palestinien Yasser Arafat et du prince du Maroc, Moulay Rachid. Le Québec

était représenté par le ministre responsable de la Francophonie, Louise Beaudoin.

En un singulier retour de l'histoire, c'est le président Ben Ali, qui avait déposé Bourguiba en novembre 1987 « pour incapacité physique », qui a lu l'oraison funèbre.

Celui qui arracha l'indépendance à la France et qui resta au pouvoir pendant 30 ans, semble étonnamment populaire parmi les jeunes, nombreux dans la foule de quelque 15 000 personnes.

Du temps de sa splendeur et de son pouvoir qui tournait à la mégalomanie vers la fin, Bourguiba avait déclaré un jour : « Le cimetière de Monastir où je serai enseveli deviendra le haut-lieu où viendront jusqu'à la consommation des siècles se recueillir et chanter l'éloge funèbre de Bourguiba les plus grands poètes du pays. »

REPÈRES / Élections aujourd'hui

Grèce, Pérou et Géorgie aux urnes

d'après AP et AFP

Des élections se tiennent aujourd'hui en Grèce, au Pérou et en Géorgie, où Édouard Chévardnadzé devrait être réélu pour un deuxième mandat à la présidence bien qu'il ne soit pas parvenu à remettre sur pied ce pays du Caucase de cinq millions d'habitants, indépendant depuis la dislocation de l'URSS.

L'ancien chef de la diplomatie soviétique de Mikhaïl Gorbatchev, dont la popularité à l'étranger date de cette époque, est aujourd'hui âgé de 72 ans.

La majorité des électeurs ne semblent pas voir de solution alternative à l'homme à la chevelure blanche qui, pendant son premier mandat, a échappé de justesse à un attentat à la roquette. Si l'on en croit les sondages, Chévardnadzé devrait être réélu avec un score allant de 40 % à 52 % des voix.

Son concurrent le plus sérieux

est l'ex-communiste Djoumber Patiachvili avec environ 15 % des intentions de vote. Les autres candidats font pâle figure, certains n'ayant même pas pris la peine d'avancer un programme. Le numéro trois dans les sondages, Aslan Abachidze, puissant gouverneur de la province d'Adjara, au bord de la sécession, a renoncé à se présenter. Il n'est pas venu à Tbilissi, la capitale, depuis plusieurs années car il dit qu'il craint d'y être assassiné...

Fujimori en tête

Au Pérou, le président sortant, Alberto Fujimori, qui brigue un 3^e mandat consécutif, avait hier un avantage de 4,6 % sur son principal rival, Alejandro Toledo, selon l'ultime sondage avant le premier tour de l'élection présidentielle, réalisé par la Compagnie péruvienne d'investigations (CPI).

Effectué entre mardi et vendredi de cette semaine, il attribue 46,3 % des intentions de vote à Fujimori contre 41,7 % à Toledo, un économiste d'origine quechua formé aux États-Unis.

Selon ce sondage, l'issue du premier tour est entre les mains des indécis (9,6 %), qui peuvent éventuellement assurer la victoire de l'un des deux principaux candidats.

Le sondage de CPI confirme qu'aucune des formations n'obtiendra la majorité des 120 sièges au Congrès, chambre unique. Pérou 2000, qui soutient Fujimori, obtiendrait 49 sièges, Pérou Possible, qui présente des partisans de Toledo, 31 sièges, les 40 sièges restants étant répartis entre les huit autres formations qui pour la plupart recueilleraient moins de 5 %.

Quelque 14 millions de Péruviens sont appelés aux urnes. Les élections sont placées sous haute surveillance internationale en raison de craintes d'une fraude massive.

Grèce : exode

Les Grecs ont continué à quitter massivement la capitale et les grandes villes hier pour se rendre dans leur région d'origine afin de voter aux élections législatives, ce qui constitue un exode sans précédent.

On estime à 1,3 million (sur 9 millions d'électeurs) le nombre de citoyens qui se sont déplacés à travers tout le pays, où le vote est obligatoire, pour se rendre aux urnes.

Les électeurs départagent les socialistes du PASOK, au pouvoir, et leurs grands rivaux conservateurs de la Nouvelle Démocratie (ND) dans un scrutin en un tour qui s'annonce très serré. L'issue du scrutin doit décider du premier ministre socialiste Costas Simitis ou de Costas Caramanlis, le chef de la ND, conduira la Grèce dans la zone euro le 1^{er} janvier 2001 et appliquera les grandes réformes structurelles que cette adhésion impose.

Il y a 26 listes mais seul le PASOK, la ND, le Parti communiste grec, la Coalition de gauche et du progrès et le Mouvement social-démocratique dépasseront probablement le seuil minimum de 3 % des suffrages requis pour obtenir des sièges au parlement monocaméral.

Femmes et hommes votent dans des bureaux séparés.

À votre tour

Wow! les moteurs

Qu'on se le dise, Montréal n'est pas l'Outback australien, ni la Sierra, ni le Yukon... et les rues et ruelles de Montréal ne sont pas des brousses sauvages pour les « Pathfinder »

MARIE-MICHELLE POISSON
Mme Poisson est professeure.
Lettre aux dirigeants du Conseil des normes de la publicité,

Il faudra bien enfin le dire franchement, les concepteurs publicitaires ainsi que les compagnies automobiles devront reconnaître leur part de responsabilité dans l'épidémie de « Rage au Volant » qui commence à sévir au Québec. (Le dernier cas rapporté étant celui de ce piéton de 74 ans renversé et battu par un automobiliste frustré !)

Les publicités automobiles présentent toutes, sauf quelques rares exceptions, des scénarios antisociaux qui vont du simple manque de civisme à des comportements beaucoup plus graves : ne pas respecter la file d'attente (Focus), voler délibérément la place de parking déjà convoitée par un autre automobiliste (Kia), faire lever la poussière, sur une paisible route de campagne, à la figure d'une jeune mère et de l'enfant qu'elle porte dans ses bras (Toyota). Sans compter les infractions avérées du code de la route : l'excès de vitesse (évidemment), le dépassement à droite, le dépassement sur la double ligne jaune, le démarrage impulsif après le feu rouge, l'empiétement sur des chantiers de construction routière pris comme raccourci (Kia et Toyota), le vandalisme de milieux naturels fragi-

LETTRE DE LA SEMAINE

les(dunes, littoraux, déserts, montagnes et quoi encore...)

Mais il y a pire. Je pense ici aux scénarios de démente hallucinatoire : le Dodge Ram en rut au bout de sa laisse dont le maître (Mario Tremblay) avoue ne pas savoir s'il pourra le contenir, les banlieusards paranoïaques en fuite, agressés de toute part par des piétons lunatiques et des cyclistes hirsutes et qui doivent au plus vite regagner leur refuge de campagne (Toyota), la ville en Léo, délirante, de l'annonce de Minivan qui sous-entend qu'une « banlieue coffre à jouet » (tout à fait schizoïde) est un milieu plus sain et équilibré pour élever les enfants que la ville...

J'ai sous les yeux le Code canadien des normes de publicité qui dit, entre autres, ceci :

Article 10 — Sécurité : les publicités ne doivent pas sans raison (...) témoigner d'indifférence à l'égard de la sécurité du public, ni présenter des situations de nature à encourager des pratiques ou des gestes imprudents ou dangereux.

Article 14 — Des descriptions et des représentations inacceptables : la publicité ne doit pas : (...) b) (...) tolérer ou inciter à la violence, et ne doit pas encourager directement une conduite illégale ou répréhen-

sible ou manifester de l'indifférence à son endroit ; c) discréditer ou déprécier des personnes faciles à identifier ou tenter de les exposer au mépris public ou au ridicule.

De toute évidence l'industrie de la publicité ne daigne même pas respecter les règles qu'elle s'est données pour s'autoréglementer. Le CRTC ne semble pas être tellement plus vigilant. Mais les citoyens vont bientôt, je l'espère, s'ouvrir les yeux.

Personnellement, en tant que piétonne et cycliste, je ne peux tolérer la propagande haineuse qui est faite à mon endroit. En tant que résidente de la ville, je ne peux tolérer qu'on répande allègrement de fausses rumeurs sur mon milieu de vie, plus souvent qu'autrement représenté comme une jungle urbaine infecte. Qu'on se le dise, Montréal n'est pas l'Outback australien, ni la Sierra, ni le Yukon... les rues et ruelles de Montréal ne sont pas des brousses sauvages pour les « Pathfinder » et nos enfants encore moins des gazelles...

En tant que fonctionnaire de l'État — je suis professeure de philosophie au collégial — je ne peux tolérer qu'on sabote en quelques minutes de propagande publicitaire les principes citoyens qu'ON (le ministère de l'Éducation du Québec, au nom de la population entière qui, en passant, paie quand même pas mal de taxes pour ça...) m'a donné pour mission d'incul-



PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

Marie-Michelle Poisson

quer aux jeunes adultes (voir le programme du troisième cours obligatoire portant sur l'éthique). Et j'imagine que d'autres fonctionnaires payés avec nos taxes se font le même genre de réflexions ; pourquoi devrais-je moi, policière, infirmier, ambulancière, agente de la faune, travailleur social, professeur de primaire ou de secondaire m'évertuer à prévenir, contrer, soigner la violence sous toutes ses formes si ce travail doit être anéanti par l'influence pernicieuse et perverse et terriblement plus efficace des publicités automobiles ?

C'est comme si nous tous travaillions quotidiennement à tricoter la société et que, à l'autre bout, l'industrie de la publicité s'amusait malicieusement à tirer le fil pour défaire l'ouvrage ! Je n'appelle plus cela du cynisme, j'appelle ça du gaspillage d'effort de... de... civilisation, tiens ! (Si ça continue ainsi, j'ai bien peur que, bientôt, plus personne n'ait envie de tricoter...)

L'industrie de la publicité doit se questionner sur ses finalités. La nécessité de survie de l'entreprise qui passe, dans votre domaine d'activité, par la recherche de « l'originalité », exige-t-elle que vous vous inscriviez ainsi en totale contradiction avec tous les intérêts avoués de la population mis en oeuvre par les principales institutions (enseignement, justice, santé, environnement) que nous nous sommes données collectivement ? Finalement, messieurs et mesdames les publicitaires, qu'est-ce que ça vous donne d'être aussi amoraux ? Vous en souffrirez tout autant que nous tous de cette « Rage au Volant » à laquelle vous contribuez allègrement... même si vous devenez très, très riches...

À titre d'auteure de la lettre primée de la semaine, Mme Poisson recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume Cent ans d'actualités à La Presse.



La Ronde reste l'un des derniers vestiges de l'Expo 67.

Il faut sauver La Ronde

ÉRIC CHARBONNEAU

J'ai lu l'article paru dans *La Presse* du 31 mars, qui nous annonçait que La Ronde sera probablement vendue à des investisseurs privés, au cours des prochains mois. Eh bien ! j'espère de tout mon coeur que cela a mis la puce à l'oreille à des dirigeants d'entreprises québécoises. Je me suis également dit qu'enfin, quelqu'un va peut-être faire quelque chose afin que La Ronde rede-vienne aussi excitante qu'elle l'a déjà été.

Ce parc constitue un atout inestimable pour la société québécoise qui peut y vivre chaque été des sensations extrêmes et ce, à peu de frais (avec plus d'un million de visiteurs). Cependant, il est clair que son concept est en partie désuet et qu'il est grand temps d'en rénover les installations.

Des organismes comme la Caisse de dépôt, Hydro-Québec et, surtout, Loto-Québec devraient sérieusement songer à en faire l'acquisition ou, du moins, à y investir... Car La Ronde fait chaque année des profits avec lesquels elle devrait cependant faire vivre le reste du Parc des îles.

Imaginons, à titre d'exemple, que Loto-Québec construise enfin un hôtel (respectant bien entendu la vocation des îles) près du casino et que celui-ci soit relié par monorail au centre-ville, au casino et à une Ronde revitalisée : on parlerait alors d'un tout nouveau concept qui favoriserait certainement une nouvelle vague de tourisme international.

Car, ne l'oublions pas, Montréal est l'une des villes les plus courues dans le monde, durant la période estivale. Demandez à nos visiteurs ce qu'ils pensent de notre ville et vous verrez de quoi je parle... De plus, notre monnaie est toujours des plus avantageuses auprès des visiteurs étrangers... Voyez-vous où je veux en venir ?

De toute façon, que reste-t-il de l'Expo 67 réellement ? À part quelques ruines, deux ou trois vieux « pavillons » et des trottoirs presque enterrés par le temps ? La réponse est qu'il ne reste de l'Expo 67 que La Ronde. Or, à l'heure où nous voulons honorer Jean Drapeau en apposant son nom un peu partout, nous sommes en train d'oublier l'essentiel de son oeuvre...

Leaders d'entreprises, bougez-vous et faites quelque chose avant que La Ronde ne devienne un parc de propriété américaine ou encore, un terrain vacant. Je suis certain que si cette hypothèse se réalisait, quelques-uns d'entre vous s'en mordraient les doigts...

Internet et la médecine

■ C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu l'article de Madame Edwige Bage, publié dans *La Presse* du dimanche 26 mars, ayant pour sujet la médecine sur Internet.

Fin décembre 1998, on diagnostiquait à mon conjoint un carcinome à l'intestin grêle. Ce type de tumeur maligne est très rare et il est le plus souvent découvert à un stade avancé, alors qu'il y a présence de métastases hépatiques. Mon époux, qui navigue sur Internet depuis les débuts, qui est un passionné de recherches décide alors de se documenter sur sa maladie en y consacrant plusieurs heures. Il a donc eu accès a plusieurs sites tant aux États-Unis qu'en Europe et nous avons beaucoup appris sur cette pathologie peu répandue.

Mais qu'arrive-t-il lorsque le patient connaît les traitements proposés, l'accessibilité de ces examens ici même à Montréal et qu'il n'est pas médecin ? Si vous avez la chance d'avoir un médecin ouvert à la discussion et à vos connaissances, bravo. Sinon, vous avez la pénible impression de passer à côté, de ne pas recevoir tous les soins que votre état requiert et qui sont pourtant accessibles ici.

Il a fallu que mon conjoint soit hospitalisé d'urgence en sub-occlusion pour que des spécialistes finissent par s'occuper sérieusement de son cas si particulier... un an plus tard. On a même découvert à l'intervention chirurgicale qu'une partie de l'intestin grêle était nécrosé, sur le point de perforer.

Donc, la médecine sur Internet, passionnant pour les intéressés désirant en connaître davantage sur leur situation, mais aussi un outil d'enseignement indispensable pour les médecins soucieux de se mettre à jour dans les cas rarement diagnostiqués. Et d'appliquer les traitements lorsqu'ils sont accessibles ici.

Hélène MARTIN
Montréal

L'autre réforme de l'éducation

■ En tant qu'intervenant en milieu scolaire, je côtoie quotidiennement des enfants qui bénéficieraient aussi d'un autre type de réforme pour s'intégrer harmonieusement à l'école primaire : la réforme des « bons parents ».

GINETTE PELLAND
Mme Pelland est auteure de six livres publiés aux Éditions de la Pleine Lune, au cours des dernières années. Dès son premier essai, La peur des mots, elle a été finaliste pour le Prix du Gouverneur général du Canada.

Louis-Bernard Robitaille a récemment (*La Presse*, 19 et 20 mars 2000) décrit le pauvre sort réservé aux livres québécois en France. Bref, les livres des auteurs québécois brillent en France par leur absence.

En un certain sens, cela est normal : bien que les livres québécois soient écrits en français, ils sont considérés par les Français comme de la littérature étrangère, au même titre que la littérature portugaise, espagnole ou allemande. La situation des livres québécois en France se complique précisément du fait qu'ils sont justement écrits en français et qu'ils ne peuvent être traduits par les Français. Ces derniers hésitent donc, en raison d'un protectionisme qui, ma foi, n'est pas de mauvais aloi, à publier à chances égales à celles des Français, les livres des Québécois.

Il n'y a manifestement qu'ici au Québec, qu'on montre une telle ouverture d'esprit que l'on retrouve dans nos librairies bien plus de livres français que de livres québécois. En fait, ce qui est scandaleux à proprement parler, ce n'est pas tant que les livres québécois ne se retrouvent pas sur les tablettes des librairies françaises, c'est plutôt qu'ils ne sont même pas présents dans les librairies québécoises. Comme les oeuvres d'art qui dorment cachées dans les réserves des musées, les livres québécois re-

Ouvrez-les vos boîtes!

Quand on garde sa production culturelle dans des boîtes, c'est comme si on disait à ses créateurs de fermer leur boîte



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Ginette Pelland

posent morts-nés dans des entrepôts, en attendant d'être pilonnés.

Ce problème criant et chronique du livre québécois mérite certainement une réflexion, dont l'urgence manifeste ne semble pas troubler outre mesure les instances qui ont un pouvoir décisionnel au Québec en matière de culture. La misère culturelle du Canada français existe encore, qu'on se

le dise. Quand on garde sa production culturelle dans des boîtes, c'est comme si on disait à ses créateurs de fermer leur boîte.

Ouvrez-les donc les boîtes de livres québécois, pour qu'on sache qu'ils existent, pour qu'on les voie et qu'on les lise, et qu'on en discute, et qu'il y ait des débats d'idées au Québec, comme en France !

La personnalité de la semaine

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse ©

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 9 AVRIL 2000

Drs Jean-Pierre Pelletier et Johanne Martel-Pelletier

JEAN-PAUL SOULIÉ

La faculté de médecine de l'Université de Montréal, une des trois plus importantes du Canada quant aux activités de recherche, vient de lancer une nouvelle chaire en arthrose, rattachée au Centre hospitalier de l'Université de Montréal, le CHUM. L'arthrose est une maladie débilante chronique, extrêmement coûteuse pour notre société, tant sur le plan humain que financier. On estime à cinq milliards de dollars les coûts annuels directs de cette maladie au Canada.

Environ 15 % de la population canadienne souffre d'arthrose et sur ce nombre 65 % sont des personnes âgées de 60 ans et plus. La fréquence de cette maladie augmente donc avec le vieillissement de la population, et devient un des plus importants problèmes médicaux actuels et futurs.

C'est seulement à partir des années 50 que les chercheurs se sont penchés sur les causes et les mécanismes des maladies rhumatismales et arthrosiques. Au cours des deux dernières décennies, des progrès importants ont été réalisés, qui conduiront, dans un avenir prochain, à la découverte de traitements curatifs encore inexistantes. Déjà, la connaissance des différents mécanismes physiologiques de la maladie permet de planifier une meilleure intervention thérapeutique.

L'Université de Montréal, grâce à la création en 1981 de l'Unité de recherche en arthrose du CHUM, a grandement contribué à l'accroissement des connaissances des maladies arthrosiques. L'Unité, reconnue mondialement, a été fondée conjointement par les Drs Jean-Pierre Pelletier et Johanne Martel-Pelletier, et la création d'une chaire en arthrose vient consolider les activités de recherche de l'Unité, la dotant d'une structure organisationnelle et financière correspondante à la place qu'elle occupe sur l'échiquier mondial de la recherche dans son domaine. Les Drs Jean-Pierre Pelletier et Johanne Martel-Pelletier ont été nommés titulaires de la nouvelle chaire en arthrose, et *La Presse* souligne l'événement en nommant les deux chercheurs **Personnalités de la semaine**.

Le lancement officiel de la nouvelle chaire représente une étape décisive dans la carrière des deux spécialistes. « C'est une chaire avant-gardiste, dit le Dr J.-P. Pelletier. Nous avons créé un fonds de dotation de quatre millions de dollars, et nous avons déjà atteint 60 % de notre objectif. Notre campagne de souscription est étalée sur cinq ans. Les donateurs sont autant le personnel, les patients, que des fondations privées, et la compagnie Merck Frosst a mis un million, sans obligation. » Les projets sont nombreux : attirer de nouveaux chercheurs, des jeunes, et un scientifique che-

vronné, avec plusieurs années d'expérience ; acheter de nouveaux équipements ; attirer ici les meilleurs spécialistes. « Nous sommes très fiers de l'unité de recherche, un centre unique au monde dont le champ d'action va de la molécule à l'homme », dit le Dr J.-P. Pelletier.

Une des pistes suivies a été l'hypothèse de la composante inflammatoire de l'arthrose. « C'est un des facteurs responsables, explique le Dr Johanne Martel-Pelletier. À partir de la vérification d'hypothèses semblables, les compagnies pharmaceutiques vont chercher des médicaments pour arrêter la progression de la maladie. » De 200 à 400 patients sont suivis par la cinquantaine de chercheurs de l'Unité chaque année. Des radiographies peu sensibles, qui permettaient de mesurer les changements dans une articulation sur trois ans, on est passé avec l'imagerie en résonance magnétique à des mesures sur six à 12 mois. « Un progrès énorme ! »

Les deux chercheurs se sont connus alors qu'ils fréquentaient l'école secondaire, à Chambly. Ils se sont mariés en 1973. En 1974, Jean-Pierre obtenait son diplôme de médecin, Johanne en 1979, alors que son mari terminait ses études postdoctorales à l'Université de Montréal. Tous deux ont obtenu un fellowship de l'Université de Miami. Ils ont trois garçons. L'aîné étudie à l'école des HEC, et les deux plus jeunes au cégep.

« Nous sommes très souvent invités à donner des conférences, à participer à des colloques, et nous publions beaucoup d'articles dans des revues spécialisées du monde entier, dit Johanne Martel-Pelletier. Nous passons un tiers de l'année en voyage, toujours ensemble. » Et pour entretenir leurs articulations, elle fait du patin à roulettes, lui de la bicyclette, sur les 30 ou 40 kilomètres de pistes de la Rive-Sud où ils vivent toujours. En 1991, le couple a reçu le Prix d'excellence de la Ligue européenne contre l'arthrite, et en 1996, le prix de rhumatologie Carol-Nachman, de la RFA, deux des reconnaissances les plus prestigieuses au monde dans le domaine de la recherche médicale sur l'arthrite.

« Nous sommes très fiers de l'unité de recherche, un centre unique au monde dont le champ d'action va de la molécule à l'homme. »

« Nous sommes très souvent invités à donner des conférences, à participer à des colloques, et nous publions beaucoup d'articles dans des revues spécialisées du monde entier, souligne Johanne Martel-Pelletier, ci-dessus, avec son mari Jean-Pierre.

BOP01PROMO
Not Found

2839868
Not Found